

Étude

# Les conduites addictives dans le Grand Mirail

ENQUÊTE ETHNOGRAPHIQUE

Février 2017

---



Étude

# Les conduites addictives dans le Grand Mirail

ENQUÊTE ETHNOGRAPHIQUE

Guillaume Sudérie



## Table des matières

<b>1/ Contexte d'émergence de l'étude .....</b>	<b>2</b>
<b>2/ Stratégie méthodologique .....</b>	<b>3</b>
<b>3/ Le Grand Mirail, un quartier mais des contextes très spécifiques .....</b>	<b>7</b>
Comprendre le quartier, pour comprendre la question des conduites addictives .....	7
Un quartier touché par la précarité et la grande pauvreté .....	8
La Faourette/Bagatelle face à la Reynerie/Bellefontaine .....	10
Des cultures multiples mais une mixité sociale en échec .....	11
Une stigmatisation au centre de processus sociaux complexes impactant les relations aux drogues .....	14
Des processus identitaires à l'origine des rapports sociaux aux drogues .....	19
Des parentalités mises à l'épreuve de la disponibilité des produits et des trafics .....	20
<b>4/ Le quartier du Grand Mirail et le trafic des produits stupéfiants.....</b>	<b>23</b>
Acheter des drogues dans le quartier du Grand Mirail .....	23
L'organisation du trafic.....	25
Crédit et territoires, des éléments à l'origine de violence .....	27
Un trafic banalisé dans une forme d'impunité.....	29
Le trafic comme modèle identificatoire positif potentiel .....	30
<b>5/ Les addictions : une entrée par produit et par population.....</b>	<b>34</b>
Alcool et troubles de l'alcoolisation : un contexte à l'origine d'un statut particulier .....	34
Le tabou autour de l'alcool .....	34
Des problèmes avec l'alcool assez classiques .....	36
Cannabis, un marqueur identitaire puissant.....	37
Une banalisation qui dessine des normes d'usages spécifiques.....	37
Une forte accessibilité à l'origine de spécificités .....	39
Absences de repérages des problèmes de consommation .....	40
L'échec de l'Application de la loi .....	41
Cocaïne et autres drogues.....	42
Utilisation du quartier comme un lieu d'accès aux drogues.....	42
des habitants concernés par ce type d'usage qui se tiennent à l'écart.....	43
La chicha .....	45
Les écrans, une question à approfondir .....	46

<b>6/ La prévention, le soin et la réduction des risques et des dommages .....</b>	<b>48</b>
Un contexte qui doit être pris en compte dans les stratégies de prévention.....	48
Sortir du quartier pour accéder à une prise en charge .....	49
Les associations, les professionnels de terrain et les experts en addictologie .....	51
Médiation sociale : travailler avec les dealers ?.....	52
<b>7/ Conclusion et axes de propositions .....</b>	<b>54</b>

## 1/ Contexte d'émergence de l'étude

La question des drogues est récurrente quand on parle des quartiers, au point d'envisager que ces territoires aient des problématiques spécifiques.

Au sein du Grand Mirail, les constats empiriques indiquent une surreprésentation des jeunes inscrits dans des consommations de cannabis, un trafic intense au centre de violences, une délinquance laissant peu de place à l'action publique malgré un tissu associatif dense.

Cette problématique, et plus largement la question des conduites à risques, est soulignée dans les orientations du contrat de ville 2015-2020 de la ville de Toulouse.

Une des quatre priorités d'action de l'axe santé du pilier « cohésion sociale » est en effet de « prévenir, réduire et mieux accompagner les conduites à risques, à partir des compétences psychosociales des jeunes et en soutenant la parentalité ».

C'est dans ce cadre que cette étude s'est déroulée au second semestre de l'année 2016 sur l'ensemble des quartiers du Grand Mirail.

Les questions posées par les acteurs de terrain et les décideurs publics portent sur la compréhension des éléments à l'origine de la banalisation des usages mais aussi sur les spécificités de ces usages.

De même, de nombreuses questions se posent sur les contextes à l'origine de l'émergence des trafics et de leur impunité, sur les niveaux de problèmes socio-sanitaires en lien avec les conduites addictives des publics de ces territoires, leurs besoins de prise en charge et d'accompagnement et leurs capacités de recours.

Les objectifs de cette investigation se sont inscrits dans ces différents axes mais dans un postulat global de compréhension des contextes de ces territoires afin d'y identifier les modes de fonctionnements de ces quartiers plutôt que de décrire simplement leurs dysfonctionnements.

Afin de répondre à ces objectifs, l'investigation s'est appuyée sur une stratégie méthodologique ethnographique croisant une centaine de points de vue d'habitants du Grand Mirail, d'acteurs intervenant dans le quartier mais aussi d'intervenants dans le champ de l'addictologie.

## 2/ Stratégie méthodologique

L'objectif de cette étude ethnographique<sup>1</sup> est de décrire et de comprendre les processus à l'œuvre à partir du point de vue d'habitants, d'acteurs de terrain du secteur social et de l'éducation, de personnes impliquées dans les usages et les trafics, d'acteurs de l'addictologie et d'acteurs publics du respect et de l'application de la loi. Le cadre de la recherche ne permet pas d'interroger de manière exhaustive tous les points de vue. Il serait naïf de penser que « les habitants » constituent un tout et auraient une parole convergente sur le thème de l'étude. Il en est de même pour les acteurs dont la parole importante ne représente que leurs points de vue à partir du prisme de leurs interventions.

C'est pour cela que la stratégie méthodologique a été de s'appuyer sur des témoignages hétérogènes afin de les trianguler et de percevoir une réalité sur la situation des usages, des conséquences sociales et sanitaires et du trafic dans ce territoire particulier.

Parallèlement, un travail « d'immersion » au sein du quartier a permis de construire un terrain ethnographique collectant le point de vue de personnes habitant dans le quartier. Ce terrain s'est construit au fil des rencontres dans la rue, dans les cafés ou aux domiciles de certains. Les points de vue des personnes (habitants ou intervenants) rencontrées ont été traités comme des éléments singuliers contextualisés. Chaque participant à l'étude a pris le statut « d'informateur clé » car du fait de sa place, il produit un discours situé et triangulé avec l'ensemble des autres discours recueillis.

Dans le cadre de notre stratégie méthodologique, la rencontre avec des habitants ne pouvait se réaliser à partir d'une orientation réalisée par les acteurs de terrain. La recherche de l'hétérogénéité des points de vue pouvait être annihilée par ce recrutement où les données récoltées allaient entrer en collusion avec les discours de ces acteurs car produites à partir d'une même expérience. De plus, sur ce thème, une autre stratégie où les acteurs de terrain auraient été des médiateurs entre le terrain et les chercheurs aurait pu les mettre à mal dans leur relation avec leurs publics.

Au-delà de ce recueil réalisé sur ce territoire, un travail auprès des acteurs de l'addictologie de la ville de Toulouse dont l'intervention intègre, soit une action spécifique (ARPADE), soit une action auprès de ces populations, est apparu nécessaire. Ainsi, tous les services de l'addictologie et de la réduction des risques ont été consultés. Il en est de même pour les services du respect et de l'application de la loi réunis dans le cadre d'un groupe focal. Ces données supplémentaires ont pu être recueillies à travers le programme TREND<sup>2</sup>, porté par l'Observatoire Régional de la Santé, ayant intégré un focus dans ses investigations de routine sur le thème de l'étude.

### • Les terrains ethnographiques

Treize terrains ethnographiques ont été réalisés au sein des différents territoires qui composent le Grand Mirail : 4 au sein de Bagatelle, 4 au sein de la Reynerie, 2 à La Faourette, 2 à Bellefontaine, 1 regroupant Papis, Tabar et Bordelongue.

---

<sup>1</sup> L'ethnographie est une méthode en sciences sociales dont l'objet est l'étude descriptive et analytique, sur le terrain, des mœurs et des coutumes de populations déterminées.

<sup>2</sup> TREND est un programme d'étude national avec une déclinaison toulousaine et qui s'intéresse depuis 2000 à l'évolution des phénomènes concernant les drogues.

Les personnes que nous avons rencontrées sont des habitants, en grande majorité des hommes (22) mais aussi des femmes (8), ainsi que des personnes relais (commerçants, agents publics ou des transports...) (10). Ces rencontres ont été répertoriées via des fiches individuelles. Un cahier de terrain ethnographique a été élaboré.

Si au sein des quartiers Bagatelle, La Faourette, Papus, Tabar et Bordelongue, la rencontre dans l'espace public a été relativement simple, les rencontres avec les habitants des quartiers de la Reynerie et de Bellefontaine ont nécessité la médiation de personnes relais. Dans ces deux quartiers, les rencontres avec les habitants se sont réalisées à leur domicile.

La réalisation de certains terrains au sein de l'espace public a nécessité la présence de médiateurs, particulièrement pour ceux qui concernaient les zones de trafics.

- **Les acteurs interrogés**

Parallèlement aux terrains ethnographiques, des entretiens face à face avec des acteurs du champ social, de l'éducation ou de la santé constituant un panel d'informateurs clés, ont permis d'orienter les travaux ethnographiques. 19 entretiens ou groupes focaux regroupant plusieurs types d'acteurs ont été menés :

- Dispositif mettant en œuvre des actions spécifiques auprès des jeunes (16 personnes)
- Des acteurs du secteur social (8 personnes)
- Acteurs associatifs (8 personnes)
- Service de l'Éducation nationale (2 personnes)
- Police (1 personne)
- Médecin généraliste (2 personnes)
- Intervenant dans le champ des addictions (1 personne)

- **Les éléments apportés par le dispositif TREND**

Le dispositif TREND est un programme de recherche national qui s'appuie en premier lieu sur un réseau de sept coordinations locales (Bordeaux, Lille, Marseille, Metz, Paris, Rennes, Toulouse) dotées d'une stratégie commune de collecte et d'analyse de l'information. Les outils de recueil utilisés sont essentiellement qualitatifs : observations ethnographiques menées en continu ; questionnaires qualitatifs destinés aux structures ou associations en contact avec les usagers de drogues ; groupes focaux (« sanitaires », « répressifs »), qui visent à dresser des diagnostics rapides de la situation avec des professionnels du champ.

L'ORS Midi-Pyrénées est en responsabilité du pôle toulousain. L'allongement du calendrier de l'étude concernant les conduites addictives dans le Grand Mirail à février 2017 a permis de faire converger les différents terrains et d'élargir le recueil d'informations concernant le Grand Mirail à l'ensemble des acteurs interrogés chaque année par le dispositif TREND.

Concrètement, et en sus des éléments récoltés pour les objectifs TREND, la grille thématique spécifique de l'étude a été intégrée aux entretiens ou groupes focaux TREND. Ceci a permis de recueillir des éléments issus :

- D'un groupe focal associant les acteurs des services du respect et de l'application de la loi et regroupant l'ensemble des services d'intervention (SRPJ, Brigade des stupéfiants, gendarmerie), le Parquet, les FRAD, les PFAD et les différents services du laboratoire de police de Toulouse (9 personnes).

- D’entretiens de type face à face avec les acteurs du champ sanitaire (addictologie, médecine générale et psychiatrie) et de groupes focaux auprès de professionnels de CSAPA<sup>3</sup> (médecins, éducateurs spécialisés, psychologues, assistants sociaux) (22 personnes).
- De groupes focaux avec les équipes de deux Centres d’Accueil et d’Accompagnement à la Réduction des risques des Usagers de Drogues (CAARUD) (15 personnes).

	Nombre d’entretiens ou groupes focaux ou terrains ethnographiques	Nombre de personnes interrogées
Habitants du quartier	13	30
Intervenants dans le quartier	18	38
Acteurs de l’addictologie	9	22
Acteurs du respect et de l’application de la loi	2	10
Total	41	103

L’ensemble du recueil (entretiens, observations et documentation) est structuré autour de cinq axes thématiques laissant la place aux personnes interrogées d’élargir le propos.

- Le point de vue de personnes repérées comme informateurs clés sur le thème
- La description du quartier et son évolution
- Les usages de drogues
- Les problèmes et les recours des usagers
- Le trafic et ses conséquences

Le cahier ethnographique, les entretiens (enregistrés et retranscrits) et la documentation ont été indexés dans le logiciel Nvivo et analysés au travers d’une grille construite via une méthode inductive. Cette stratégie d’analyse s’appuie sur les éléments de terrain recueillis qui structurent l’analyse. Ce processus hiérarchise les données à saturation (répétées par nombre d’informateurs) des données plus contextuelles voire anecdotiques. En d’autres termes, l’analyse produite est issue des éléments recueillis sur le terrain créant un certain nombre de catégories autour desquelles des analyses peuvent être produites et reportées dans le rapport :

- Les éléments de contexte (le poids du contrôle social, les différences selon les territoires, les éléments concernant la précarité et la pauvreté, les structures familiales et de parenté, la vie de quartier).
- Les éléments décrivant les populations (les principes d’affiliation, les rapports de genre, la culture musulmane, les jeunes, la migration).
- Les processus de stigmatisation (les représentations négatives du quartier, les stratégies de sortie du quartier).
- Le trafic (l’accessibilité aux drogues, les trajectoires des jeunes, la violence).

<sup>3</sup> Centre de Soins, d’Accompagnement et de Prévention en Addictologie

- L'action publique et associative (l'action répressive, l'action sociale, l'action en addictologie, le tissu associatif).
- Les axes de propositions issus du terrain.

Ces différentes catégories structurent le rapport présenté ici.

Après une présentation de la méthodologie, ce rapport est constitué de quatre grandes parties :

- Le Grand Mirail, un quartier mais des contextes très spécifiques
- Le quartier du Grand Mirail et le trafic des produits stupéfiants
- Les addictions : une entrée par produit et par population
- La prévention, le soin et la réduction des risques et des dommages

À partir de ces quatre axes, la conclusion veut proposer différentes pistes de travail pour qu'un groupe « d'experts » puisse élaborer un projet territorial innovant, dans le champ de la prévention, de la réduction des risques et de l'accompagnement des conduites addictives sur le territoire du Grand Mirail.

### 3/ Le Grand Mirail, un quartier mais des contextes très spécifiques

#### Comprendre le quartier, pour comprendre la question des conduites addictives

Un usage de drogues s'inscrit dans des fonctions et des contextes d'usage définis par un cadre culturel spécifique. Les molécules ont des attributs positifs dans certains groupes sociaux, négatifs dans d'autres. Choisir et utiliser une « drogue » plutôt qu'une autre est une affaire identitaire, d'affiliation sociale, d'expériences et d'apprentissages. En dehors du cadre de cette enquête, les travaux TREND ont démontré que l'émergence de l'usage d'ecstasy dans la fin des années 90 est le fait de l'apparition du mouvement culturel « Techno ». Quinze ans plus tard, ce vecteur culturel est devenu un phénomène de génération. Quand on s'intéresse aux pratiques de dopage, les témoignages de sportifs « repentis » soulignent le changement de normes au sein de certains groupes sociaux. Il en est de même quand on s'intéresse à l'Iboga<sup>4</sup>, molécule inscrite au Patrimoine national du Gabon et classé stupéfiant en France.

Analyser les processus culturels et de socialisation au sein de ce quartier serait un travail socio-anthropologique à part entière. L'ambition de cette investigation concernant les conduites addictives n'est pas de cet ordre. Pour autant, interroger les processus sociaux à l'œuvre est indispensable pour comprendre la description des données concernant les usages de produits psychoactifs.

Les premiers terrains réalisés dans le quartier du Grand Mirail laissent entendre que des modes culturels particuliers prohibent l'usage d'alcool et tolèrent l'usage de cannabis sous certaines conditions. L'approfondissement de l'investigation montrera que cette dichotomie n'est qu'une apparence de surface. Dans un quartier où le contrôle social est puissant et la culture musulmane très présente, un discours collectif est produit en fonction d'un référentiel de valeurs structurant les rapports sociaux de tous malgré les diversités communautaires.

Pour cet intervenant associatif :

*« Ici, les gens ne peuvent pas boire. Ils sont obligés de sortir d'ici, du quartier pour ne pas être vus des voisins, pointés du doigt de ses voisins. Que ça n'arrive pas à la maison, que la femme, que les enfants soient au courant. Ils sont obligés de se cacher, d'aller boire ailleurs en dehors du quartier ».*

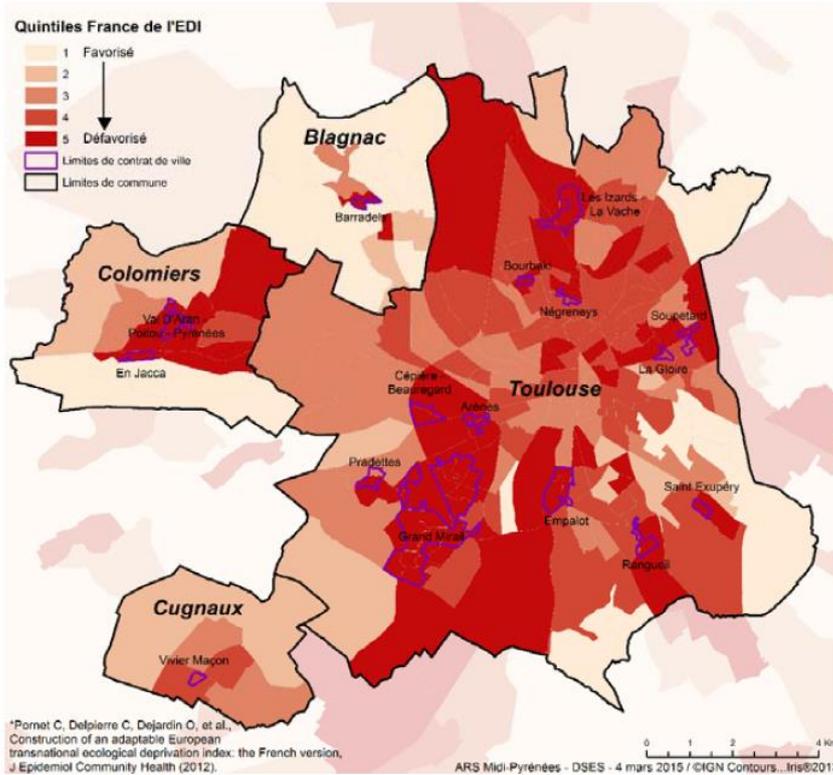
Dans les faits, de nombreuses stratégies d'évitement de ce contrôle social sont mises en œuvre.

---

<sup>4</sup> Iboga est un petit arbuste dont les racines sont utilisées dans des rites traditionnels Bwiti des Mitsogo du Gabon central et des Fangs du Nord Gabon et du Cameroun où toute une mythologie de retour au pays des ancêtres s'est développée à partir de cette pratique.

## Un quartier touché par la précarité et la grande pauvreté

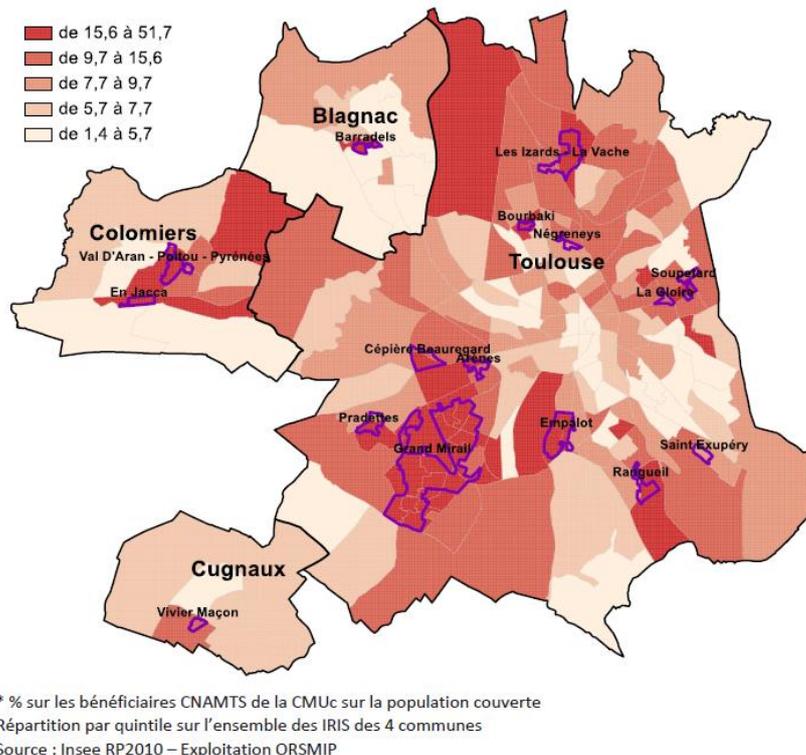
### Indice écologique de défavorisation (EDI\*)



### Indice écologique de défavorisation (EDI)

Cet indice français est basé sur une enquête reflétant l'expérience individuelle de défavorisation et la sélection de variables écologiques du recensement qui sont les plus associées à l'indicateur individuel de défavorisation. Il est calculé en tenant compte des variables suivantes : surpeuplement, non accès au chauffage central ou électrique, non propriétaire, chômage, nationalité étrangère, pas d'accès à une voiture, ouvrier non qualifié, ouvrier agricole, ménage d'au moins 6 personnes, faible niveau d'études, famille monoparentale.

### Les bénéficiaires de la CMUc\* (%)



### Les bénéficiaires de la CMUc

Cet indicateur traduit à la fois l'importance relative des situations de précarité financière mais aussi l'importance des personnes en difficulté d'accès à la santé : plus souvent atteintes par des affections de longue durée (ALD), en particulier par le diabète, ayant plus souvent un moins bon suivi médical du diabète, un moindre recours aux dépistages, des problèmes dentaires plus fréquents, un mal-être plus marqué...

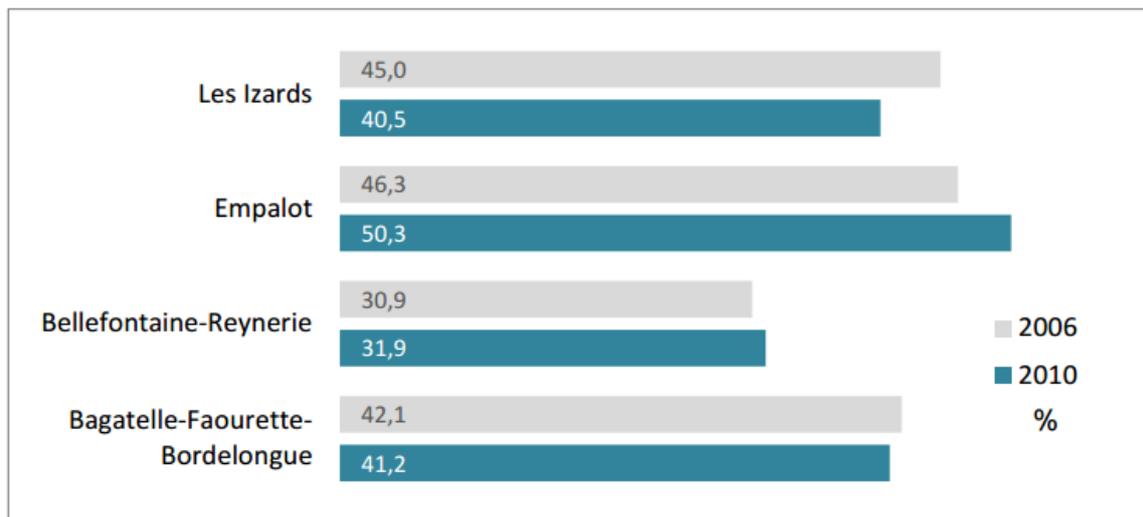
Le quartier du Grand Mirail est composé de 32 000 habitants. À titre de comparaison, en termes de poids démographique, ce territoire se situe entre la ville de Blagnac (23 000 habitants) et celle de Colomiers (38 000 habitants). Toujours à titre de comparaison, le Grand Mirail est plus peuplé qu'Auch, la préfecture du Gers (22 000 habitants).

Au-delà même du nombre d'habitants, c'est le profil sociodémographique de ce quartier qui le distingue par rapport au reste de la ville. Classé en Zone Urbaine Sensible (ZUS) et Zone de Redynamisation Urbaine (ZRU), le Grand Mirail regroupe en fait deux ZUS/ZRU, celle de « Reynerie/Bellefontaine » et celle de « Faourette, Bordelongue et Bagatelle ». Il est composé d'une population avec un taux de chômage important et une précarité financière forte<sup>5</sup>.

La part des 15 ans ou plus sans diplôme y est très élevée. À Bagatelle-Faourette-Bordelongue (35,4%) comme à Bellefontaine-Reynerie (37,8%), ces taux sont quasiment trois fois supérieurs à la moyenne toulousaine (12,9%). La proportion des bénéficiaires de la CMUc est bien plus importante dans ces quartiers d'habitat social. Sur la dernière période, l'augmentation la plus importante de cet indicateur de précarité concerne le quartier de La Reynerie/Bellefontaine.

Soulignons enfin que concernant la part des familles monoparentales, une différence nette apparaît entre La Reynerie/Bellefontaine qui compte seulement 31,9% contre 41,2% à Bagatelle-Faourette-Bordelongue.

*Évolution de la part des familles monoparentales parmi les familles avec enfant(s) dans les ZUS de Toulouse entre 2006 et 2010*



Source : Insee, RP 2006 et RP 2010 – Exploitation ORSMIP

Lors des terrains ethnographiques, ce contexte est en permanence repris par de nombreux informateurs. Pour cette intervenante de l'éducation spécialisée :

*« Moi, je regarde certaines tours, et là je me dis, « là je connais, là je connais, là je connais ». C'est pas normal, c'est pas bon, il y a quelque chose qui ne va pas. La prévention spécialisée ne doit pas connaître un immeuble entier ».*

<sup>5</sup> ORSMIP, Profil Santé de la ville de Toulouse – Suivi et tendances évolutives, Décembre 2014  
<https://www.orsmip.org/tlc/profilsantetoulouse2014.pdf>

Ce principal de collège décrit les caractéristiques sociodémographiques des familles scolarisant leurs enfants dans son établissement :

*« Vous avez 65 % qui sont ouvriers ou d'emplois non qualifiés et vous avez bien 15 à 20 % selon les années de parents qui ne renseignent pas la profession sur leur inscription. On a 90 % de catégorie socioprofessionnelle défavorisée et très défavorisée, 85 % d'élèves boursiers, et sur les élèves boursiers, 90 % de jeunes de familles qui sont aidées partiellement, totalement sur la prise en charge de la restauration scolaire. Donc en clair on est avec une population scolaire très défavorisée socialement ».*

Pour cette intervenante associative :

*« Il y a des gens qui travaillent, des mamans qui travaillent dans des entreprises, des papas aussi et qui se retrouvent en situation précaire ».*

## La Faourette/Bagatelle face à la Reynerie/Bellefontaine

Le Grand Mirail n'est pas un territoire homogène. Très rapidement, les éléments de terrain décrivent une réelle différence entre Bagatelle/Faourette et les quartiers à l'intérieur du Périphérique (Tabar Bordelongue, Papus) et la Reynerie-Bellefontaine.

Au sein de ces deux grands pôles, des territoires se distinguent.

Ce travailleur social décrit :

*« Bordelongue, c'est deux tours et une barre d'habitat social. Tabar, c'est assez enclavé, c'est de l'habitat social avec un peu de privé en copropriété. Papus, c'est un vieux quartier ouvrier avec une réelle diversité sociale et culturelle. À Faourette, il y a une population qui est concentrée au centre de Faourette avec un habitat social et tout autour, vous avez un habitat pavillonnaire pas très dense ».*

Pour cet habitant de la Reynerie :

*« Je crois que c'est la configuration des lieux qui fait que c'est très concentré sur la Reynerie en termes d'immeubles, c'est super concentré. Bellefontaine, c'est beaucoup plus éclaté mais c'est très concentré. Après, y a des places, entre la place Sabal et la place commerçante de Bellefontaine ou la salle, ça draine mais je pense, alors je vais pas souvent à Bagatelle, mais je pense que ce n'est pas pareil ».*

Pour cet habitant de Bagatelle, la Reynerie :

*« C'est un quartier que je trouve plus rude que le nôtre, enfin moi c'est mon image, de par sa géographie des bâtiments je veux dire. C'est des grands ensembles ».*

Pour cet habitant de la Faourette :

*« Il y a vraiment une frontière avec le périphérique entre Reynerie et nous ».*

Pour cet habitant de Bagatelle :

*« La Reynerie, c'est des grands ensembles. Voilà, voilà. L'attitude qu'ils peuvent avoir, j'ai pu voir au retour de certaines anim', que certains pouvaient avoir avec certaines personnes âgées ou adultes, ou quoi et ça c'est très dur je trouve. Mais ici, on aura toujours des personnes qui vont réagir ».*

Au-delà de l'urbanisation, si les terrains ethnographiques réalisés à Bagatelle ont permis d'entrer en contact avec des habitants, des jeunes, des revendeurs de cannabis, des acteurs sociaux, ceux réalisés à la Reynerie ont été difficiles. La configuration des lieux, l'organisation de la gestion de l'espace public a rendu très difficile les stratégies d'aller-vers.

Pour cet éducateur,

*« Les jeunes ici (Reynerie) que l'on voit dans l'espace public, ils ne parlent pas, c'est très difficile d'aller vers eux ».*

Toutes les rencontres ont dû être médiatisées avec des personnes relais, et se sont réalisées dans les lieux de vie, jamais dans l'espace public. Les terrains réalisés à Bellefontaine ont été plus fructueux du fait d'une organisation de l'espace public plus propice même si la rencontre a été plus complexe qu'à Bagatelle/Faourette.

Pour cette professionnelle du secteur social :

*« À la Reynerie, par contre c'est beaucoup de la ville qui vient, qui vient de zones proches, donc là il y a beaucoup d'arrivées et des consommateurs potentiels ».*

Un exercice ethnographique a été réalisé aux bouches de métro desservant le quartier du Grand Mirail en octobre 2016 comptant les allers et retours permettant de distinguer des mouvements très différents. Trois mardis d'affilée, les enquêteurs ethnographiques ont évalué le nombre de personnes entrant et sortant du quartier le matin (7h30-9h30) et le soir (17h30-19h30). Si aux bouches de métro de Bagatelle et Mermoz, il semble y avoir un équilibre entre les gens qui arrivent au sein du quartier et ceux qui le quittent, concernant celle de Reynerie<sup>6</sup>, on constate une forte arrivée le matin de personnes venant travailler dans la zone franche et de départ le soir mais finalement peu de mouvements dans le sens inverse. Les éléments issus de cet exercice ne sont pas révélateurs en soi mais ils corroborent les discours des professionnels intervenant sur le secteur d'un quartier Bagatelle/Faourette « plus ouvert » que celui de la Reynerie Bellefontaine.

En ce qui concerne le thème de l'étude, ce jeune rencontré lors d'un terrain ethnographique à Faourette indique ce qui va structurer l'analyse tout au long des terrains et des entretiens :

*« La différence, c'est l'alcool, à Reynerie, si tu bois une bière tranquille tu te fais bouger alors qu'ici on est plus tolérant, chacun fait ce qu'il veut ».*

## Des cultures multiples mais une mixité sociale en échec

Pour cet habitant dont les parents sont nés en Algérie :

*« Le quartier est composé de cultures multiples, des gens d'Afrique noire, des chinois, des gitans, des personnes qui viennent de l'Est de l'Europe depuis peu, des français (sic), même si pour certains ils sont très peu visibles car il y a une forte communauté maghrébine ».*

Pour cette habitante de la Reynerie :

*« Sur 130 élèves, je pense qu'ils sont 5 maxi, d'origine française (sic) mais grand maximum. Après, t'as beaucoup de métissage, et après les origines sont assez diverses.*

---

<sup>6</sup> L'exercice à Mirail-Université était irréalisable vu le poids des étudiants surtout en période de rentrée universitaire.

*Là, dans les derniers arrivants, j'ai l'impression que c'est plus des espagnols qui arrivent. Y'a une dizaine d'années plus des maghrébins. Les turcs sont en minorité aussi ».*

Au-delà du métissage ou non, du nombre de français issus d'immigrations des pays du Maghreb, la mixité sociale est en échec sur les niveaux socio-culturels et économiques.

Le recours au placement des enfants dans des écoles privées de parents au statut social favorisé évitant l'école publique est décrit par de nombreux habitants, parents, intervenants au sein de l'Éducation nationale et éducateurs/animateurs intervenant auprès des jeunes. Ces stratégies ont un impact sur les socialisations des jeunes du fait de l'absence de rencontre avec d'autres cultures, d'autres organisations sociales.

Comme le souligne ce professionnel de l'Éducation nationale :

*« ceux qui pourraient être notre petite mixité sociale, ils fuient, il y a une stratégie d'évitement ».*

Pour cette habitante :

*« c'est rigolo, parce que tu vois plein de musulmans aller dans des écoles catholiques, mais parce qu'ils se disent que ça va être plus sérieux, etc. ».*

Cette absence de mixité scolaire conduit même à déployer une stratégie innovante, contestée par certains, d'orientation de jeunes du quartier de la Reynerie vers d'autres établissements de la ville de Toulouse plus favorisés.

La rénovation urbaine produit certes l'arrivée de nouvelles populations au sein de ces quartiers mais comme le souligne cet intervenant associatif :

*« Ça fait dortoir. Ils viennent pour dormir, manger, et reprennent leur chemin donc voilà. Y a pas de commerces comme j'ai dit, et les quelques personnes qui sont venues habiter ici, qui ont vu un peu qu'il peut y avoir à un moment une sorte de violence ou quoi, ils se sont dit à un moment ma vie, elle est pas là et ils se barrent très vite. Alors voilà, je pense que le projet qui était à un moment donné de réhabiliter des quartiers et essayer de l'ouvrir et de créer une nouvelle ambiance, moi pour moi, ce que je peux voir, si c'est réellement leur objectif, c'est un échec ».*

Ce constat revient régulièrement dans les échanges avec les informateurs de terrain et s'il paraît sévère, il est à l'œuvre dans les manières dont les habitants rencontrés vivent ce phénomène.

Cette carence de mixité sociale produit des socialisations que certaines personnes rencontrées sur le terrain nomment « communautaires » ou décrivent un « repli sur soi » des populations du quartier ayant des caractéristiques de précarités très fortes. Ceci a pour effet des processus de revendication d'appartenance très puissants.

Les quartiers de Bagatelle, de Faourette, de Papus, de Bordelongue, de Reynerie, de Bellefontaine sont un repère d'appartenance pour les habitants et plus particulièrement pour les jeunes. Au-delà de ces territoires investigués qui ont un sens administratif, l'immeuble, le square, la rue peuvent être exprimés comme objet identificateur, là encore pour les habitants mais plus particulièrement pour les jeunes. Ce processus de l'ordre de la construction clanique a un impact dans les constructions de normes et les inscriptions dans les usages ou le trafic de produits psychoactifs.

Ces espaces sont d'autant plus identificatoires qu'habiter<sup>7</sup> pour les jeunes dans ces territoires, c'est vivre dans l'espace public. Les jeunes rencontrés décrivent cela de manière très explicite. Vivre dans un grand ensemble, dans un appartement de petite taille, peu confortable conditionne un rapport à l'habitat et plus particulièrement des jeunes.

Pour ce jeune rencontré dans l'espace public :

*« T'as des jeunes qui veulent pas rentrer chez eux aussi parce que tout simplement quand ils sont chez eux, ils sont pas à leur aise parce que voilà, c'est les parents, à part passer par ta chambre pour te changer, te préparer pour ressortir, qu'est-ce que tu fais chez toi ? Rien, tu n'invites pas tes potes chez toi, c'est pas possible ».*

Ce type de témoignage est assez représentatif des discours des jeunes rencontrés dans l'espace public. Ces éléments confirment que les modes de socialisation de pairs s'élaborent dans l'espace public et ce particulièrement, voire essentiellement pour les garçons.

D'autant que l'accès à l'habitat pour des publics précaires, dans ces quartiers comme ailleurs est problématique. Pour cet habitant :

*« J'ai beau essayé de m'en sortir de la manière la plus honnête possible, j'ai 35 piges, je n'ai pas encore un loyer à moi mais ça va arriver, je sais qu'un loyer en moyenne tourne dans les 400/500 euros. J'ai une paye qui tourne à 1.300. Déjà, là je me retrouve amputée de 600 €, je vais dire derrière, à savoir que je ne sais pas, mais la nourriture, ça doit tourner dans les 200 € (...) le reste à vivre, on fait quoi ? on reste à la maison. Voilà, aller prendre un verre avec les amis et sortir le soir, en moyenne ça tourne dans les 20, 30 voire 50 euros la soirée. Ça dépend ce que l'on veut faire, sortir. ».*

L'accès au logement au sein du quartier ou en dehors n'est pas chose simple pour les jeunes.

Réduire l'habitat du Grand Mirail aux grands ensembles serait une caricature. Reprenons, toutefois l'analyse de cette professionnelle du secteur social :

*« Les gens qui habitent les petites résidences, les petites maisons, un habitat pavillonnaire etc., ils n'ont aucun usage spécial de ce quartier. Cela veut dire que les enfants ne sont pas scolarisés sur le quartier, ils ne font pas leurs courses dans le quartier, leurs activités elles sont ailleurs, voilà, ils résident ici, point ».*

On retrouve ici l'idée que le quartier est composé de deux grandes typologies d'habitants, ceux qui investissent socialement ces territoires, et ceux qui les fuient. L'investigation de terrain a rencontré de manière plus majoritaire des personnes qui investissent ces quartiers, qui « aiment » ces quartiers et qui s'y « sentent bien ». Deux termes ponctués par « malgré ce que l'on en dit ».

---

<sup>7</sup> Il est question ici de l'inscription des personnes dans l'habitat plus que de l'habitat en lui-même. On s'intéresse aux formes et modalités sociales de l'habitat, plus que du type de logement.

## Une stigmatisation au centre de processus sociaux complexes impactant les relations aux drogues

Les travaux sociologiques<sup>8</sup> expliquent que « le stigmate » se réfère à « une situation de l'individu que quelque chose disqualifie et empêche d'être accepté pleinement dans la société ». Cette disqualification est récurrente dans les éléments collectés sur le terrain auprès des habitants comme des professionnels intervenant dans le quartier.

Tout membre d'une société est doté d'une identité sociale et tout individu classe les individus qu'il rencontre dans différentes catégories. Lorsque cette personne est un inconnu, cette classification se fait sur la première impression, en connaissant ce que la personne laisse voir d'elle.

Cela explique l'existence de deux identités sociales, l'une réelle et l'autre virtuelle. Habiter dans les quartiers d'une manière générale et du Mirail en particulier, est un attribut à l'origine d'une catégorisation. Habiter au Mirail est disqualifiant, du moins c'est ce qu'en disent les personnes rencontrées sur le terrain.

Sortir du quartier pour la majorité des jeunes, c'est compliqué. Pour ce trentenaire rencontré dans un « Kébab » :

*« Quand vous êtes six, sept ou huit jeunes magrébins Place du Capitole, tout le monde vous regarde de travers. Le contrôle de papiers, des trucs comme ça, c'est tout le temps, donc ici les gars, ils restent dans le quartier et comme dans le quartier il y a rien, t'as la sensation qu'ils trainent, alors qu'ils sont tous super tranquilles ».*

Passer inaperçu au centre-ville, c'est apparemment compliqué. Pour cet éducateur :

*« Les filles ont plus de possibilités, sûrement, alors que les garçons comme ils sont dans ce phénomène de groupe permanent, l'après-midi c'est les contrôles, le soir, ils ne rentrent pas en boîtes, donc ça renforce ce phénomène de clan ».*

L'exemple de ce jeune est parlant sur ce point :

*« Si je devais sortir de mes expériences, quand je devais démarrer des soirées ou même avant de commencer des soirées, tu peux être rejeté d'un ou deux endroits ou trois, au bout d'un moment tu commences à te flinguer la soirée et tu commences à être dégoûté. Quand t'as des videurs qui arrivent à t'expliquer, des fois qui te disent "désolé, ce n'est pas de ma faute", souvent on est même rejeté par des videurs qui sont de nos propres origines (...) La dernière fois, y a un gars qui m'a expliqué, il m'a dit "honnêtement, désolé, c'est pas moi c'est le patron et pour le patron, t'as pas la coupe aérodynamique". À l'époque, c'est ce qu'il m'avait fait bien comprendre et ce mec-là m'avait déjà accepté dans une autre boîte de nuit à l'époque parce qu'il n'y avait pas cette directive-là mais sur cet autre lieu, il y a eu cette directive-là. Donc, ça prouve que certains m'ont déjà expliqué, le quota est atteint, ou des choses comme ça. On peut avoir des phrases (...) Voilà, il est arrivé aussi des situations où on te dit d'arriver accompagné, tu vas arriver accompagné. Une fois ça m'est arrivé, c'est un peu choquant quand même, où on a voulu laisser entrer les filles et vous non. Et bon, tu te*

---

<sup>8</sup> Goffman Erving, Stigmate - Les usages sociaux des handicaps – Edition de Minuit, 1975.

*retrouves choqué, les filles reviennent avec toi et elles se gâchent la soirée elles-mêmes ».*

Pour cet intervenant du secteur associatif :

*« Je pense que depuis un bout de temps dans le travail social, on a été, on a focalisé sur, c'est qu'un exemple, les décrocheurs. Que sur des trucs négatifs en fait. On n'a jamais travaillé sur quelles sont leurs compétences et leurs potentiels. Et à partir de là en fait, oui... je pense que ça, ça engendrait voilà, toujours focalisé, sur la délinquance. Officiellement, tu focalises sur ça. Officiellement, l'échec scolaire, tu focalises sur du négatif ».*

L'image négative du quartier est comme incorporée au sens où ceux sont les habitants eux-mêmes qui en parle le plus. Ceci est à l'origine de comportements ou de justifications de comportements négatifs, voire de rejet d'actions élaborées à destination de ces publics. Pour cette animatrice intervenant auprès de jeunes du quartier :

*« C'est inconscient mais c'est sûr, ils collent à l'image de ce qu'on leur renvoie ici, la stigmatisation aussi. Le regard social du quartier ».*

*Elle ajoute : « c'est toujours la même thématique, ils sont coincés dans l'image qu'on leur colle et tout ça quoi ».*

Les processus de stigmatisation à l'œuvre sont puissants et ont un effet très concret, c'est l'accès à l'emploi. Toutes les personnes qui ont abordé ce sujet dans les rencontres de terrain en font état. Venir du Grand Mirail, du 31100, sur un CV, ça pose problème. L'exemple de cet intervenant du secteur social qui a grandi et qui vit dans le quartier est très représentatif de l'ensemble des éléments récoltés sur le terrain sur ce point :

*« Venir de Bagatelle, d'être d'origine maghrébine, même si c'est pas forcément tout le temps tape à l'œil. (...) c'est un problème. Un exemple, j'avais postulé pour un métier qui était nettoyer les vitres et donc, je m'étais présenté, je m'étais habillé le plus propre possible pour cette période. Donc, je suis allé me présenter à l'employeur, j'ai fait mon entretien de la meilleure manière possible en essayant de me comporter de la manière la plus polie, on m'a posé des questions du style « qu'est-ce qui a fait que vous vous intéressez à ce métier ». Ben voilà, j'ai envie d'évoluer, j'ai envie de travailler, j'ai des projets dans ma vie, ce métier-là m'intéresse et j'aimerais voir comment je pourrai apprendre et évoluer dedans et voilà. Et à un moment, la personne, presque pour me décourager, me disait "vous savez que c'est un métier très difficile". J'ai dit "ben j'ai envie d'apprendre et d'essayer et tant que je l'ai pas fait, je ne peux pas savoir trop à quoi je m'expose" voilà et tout. Et le mec me sentant certain et motivé m'a dit : "Si c'est vrai, c'est vrai c'est mieux que de tenir les murs". Quand j'ai entendu cette phrase sur le coup, ça m'a fait mal mais je me suis dit, bon voilà, j'ai ravalé un petit peu ma fierté et vie que je peux avoir. Il m'a dit "bon on a votre CV et tout ça, on vous rappellera, on vous dira ce qu'il en est". J'ai laissé couler, à l'époque j'avais pas le permis, je m'étais déplacé en bus, c'est à Saint-Orens, par rapport à Bagatelle, Saint-Orens, ça fait une trotte. Ça montre la motivation. Et à l'époque j'attendais une réponse, positive ou négative mais une réponse. Et je n'ai jamais eu de réponse. J'ai essayé de rappeler plusieurs fois, toujours en réunion, n'est pas disponible, j'ai attendu*

*une semaine, une semaine et demi, pas de réponse donc j'ai rappelé aussi pour montrer ma motivation. Je n'ai jamais eu de réponse ! ».*

Pour cet intervenant qui agit au sein d'un dispositif d'insertion :

*« C'est un quartier qui a beaucoup, beaucoup d'étudiants qui ont terminé leurs études. C'est les parents qui ont fait en sorte pour donner une bonne image, ils poussent leurs enfants à faire des études, de longues études. Ils terminent leurs études avec cette image que vous avez dit « vivre à Bagatelle ». À chaque entretien d'embauche, quand ils exposent, ils disent leur provenance, le lieu de résidence : ça peut fausser carrément la note de ses compétences et de savoirs faire et la valeur de ses études ».*

Vient s'ajouter à cela des signes très rationnels du stigmatisme. Les modes d'intervention de la police qui par là même incarne la « société », sont perçus comme persécuteurs par la quasi-totalité des personnes interrogées vivant au sein du quartier. Il n'est pas question ici de juger ce point de vue ou de le prendre pour une réalité qui ne s'inscrit pas dans une complexité. Toutefois, cet aspect est abordé de manière récurrente. La seule présence d'hélicoptère de la gendarmerie circulant au-dessus de la Reynerie a mis en émoi les jeunes installés dans l'espace public lors d'un terrain ethnographique. À plusieurs reprises, les interventions de la Brigade Anticriminalité sont décrites comme « ciblées », particulièrement en direction du Mirail. Le fait que la « police » agirait de manière particulière vis-à-vis des habitants de ce quartier serait un signe de rejet par la société de ces mêmes habitants. Là encore, il n'est pas question de juger ou d'évaluer l'action publique répressive et remettre en cause sa nécessité mais il est question de souligner que ce que retiennent les personnes interrogées sur le terrain est que ces actions sont particulièrement orientées à leur encontre. L'exemple illustré lors du reportage « Quartier impopulaire »<sup>9</sup> au moment de l'Aïd ponctuant la fin du jeûne du mois du Ramadan est assez intéressant sur ce point. Sur le motif de prévention de problèmes apparus les années précédentes, le quartier du Mirail est maillé par les forces de police. Le documentaire décrit une incompréhension totale par la population de ce déploiement. Ce sentiment est assez significatif de la perception des modes d'intervention de la police par les habitants rencontrés sur le terrain.

Un autre phénomène en lien avec les processus de stigmatisation est le rapport aux institutions. Plusieurs femmes, mères de familles dont les enfants sont en maternelle ou en primaire témoignent d'un sentiment d'infantilisation dans leur relation parentale.

Pour cette mère qui habite ce quartier depuis peu de temps :

*« J'ai l'impression que des fois comment des ATSEM me parlent à l'école etc., je me dis qu'elles ne feraient sûrement pas ça dans un quartier où elles sauraient qu'il y a des docteurs, des avocats ».*

Pour cette habitante de la Reynerie et intervenant dans le secteur social en centre-ville de Toulouse :

*« Il y a de la vraie stigmatisation sur plein de choses. Par exemple à l'école, des trucs tout bête. Y'a un règlement intérieur d'affiché, avec un gros point majeur qui est mis sur le fait que les enfants ne soient pas absents de l'école et que s'ils sont absents trop longtemps, il y a des mesures qui sont prises en termes académiques. Donc ça, je pense*

---

<sup>9</sup> François Chilowicz, « Quartier impopulaire ». Documentaire diffusé sur France 2 en janvier 2017.

*que c'est des règles plus ou moins pour tout le monde (...) quand moi je l'ai présenté à l'institutrice en disant que mon enfant allait être absent à cause de ma convalescence, elle m'a dit "ah mais, ce n'est pas pour vous, c'est pour d'autres". Donc tu vois, y'a quand même des choses où ce que moi je pensais être une règle pour toutes et tous ».*

Ce processus est alors à l'origine de la construction de boucs émissaires et de stratégies individuelles de rejet du stigmaté. Pour ce principal de collègue, cela se traduit :

*« L'hyper protection dont font preuve les parents c'est aussi, comment dire, parce qu'il y a un danger qui est objectif, c'est celui que le gamin soit approché par des dealers ou autres, ça c'est un danger objectif, mais il y a au-delà de ça, c'est, quand je parlais, ce n'est pas un phénomène de contre-culture, mais il y a sur réaction de ces familles qui disent "mais nous vraiment on n'a rien à voir avec ces trafiquants et nous on éduque bien nos enfants" ».*

Sur cet exemple, se construit alors une fracture entre ceux qui « tiennent » les enfants et ceux qui ne les « tiennent pas » liée directement au stigmaté porté sur les populations du quartier du Grand Mirail.

L'image négative du quartier est clairement attribuée à une part des habitants qui portent la responsabilité d'une stigmatisation qui rejaillit sur tous.

Cet animateur de prévention, qui a grandi et qui vit dans le quartier, souligne que :

*« Ce n'est pas le quartier qui fait les habitants, c'est les habitants qui font le quartier, (...) j'ai beau avoir un attachement au quartier, ce qui me dérange, c'est plutôt certains habitants qui défoncent ce quartier-là et que moi, malgré que j'aime mon quartier, y a certaines personnes qui peuvent me faire détester certaines situations du quartier ».*

L'assimilation du Grand Mirail par le grand public a un quartier « à problèmes » pèse très fortement dans les représentations collectives des habitants. À tort ou à raison, les personnes rencontrées habitant le quartier indiquent qu'elles sont perçues de la sorte. Cet état de fait est d'ailleurs combattu par l'ensemble des personnes interrogées rejetant ce constat à la fois sur ceux qui, au sein du quartier, s'inscrivent dans des trajectoires de délinquance ou de radicalisation et à la fois sur ceux, extérieurs au quartier, qui ne cherchent pas à comprendre la complexité du phénomène.

Le Grand Mirail n'est pas un tout uniforme proche d'un ghetto, qualificatif rejeté par toutes les personnes rencontrées sur le terrain d'enquête. Cette revendication d'un territoire, certes spécifique, mais qui ne peut pas se résumer à l'image habituelle qui est dépeinte est significative de la réalité de la stigmatisation. Elle apparaît en permanence dans l'investigation. Ceci n'a pas été neutre dans sa réalisation. Une observation concernant les conduites addictives n'a pas trouvé d'écho parmi de nombreux associatifs<sup>10</sup>. Ce phénomène est totalement compréhensible sous le postulat d'une étude qui viendrait renforcer le stigmaté du quartier à problèmes. Ceci signifie aussi que nombre d'associatifs ont eux-mêmes intégrés institutionnellement cette stigmatisation.

Si le statut de cette étude n'est pas préoccupant en soi pour la vie quotidienne des habitants, le fait que beaucoup d'intervenants socio-éducatifs et de l'application de la loi ne soient pas du

---

<sup>10</sup> Un certain nombre d'associations n'ont pas donné suite à nos demandes d'entretiens.

quartier renvoie un sentiment d'incapacité des publics à résoudre leurs difficultés par eux-mêmes.

Tout ceci indique que l'ensemble des modes de socialisation sont à étudier au travers de ces éléments.

S'intéresser aux logiques qui sous-tendent les « carrières » d'usagers de produits psychoactifs doit intégrer cet élément. Les constructions de normes à l'origine des trajectoires individuelles des personnes rencontrées sur le terrain sont à comprendre au travers de cette focale. Si la stigmatisation est à l'origine de processus sociaux alternatifs ou contre culturels, aucune prédétermination sociale ne peut être envisagée au sens strict.

Les travaux sociologiques<sup>11</sup> spécifient que tout groupe social définit des normes qu'il s'efforce de faire appliquer. Les normes sociales prescrivent dans une situation définie les comportements à adopter (« ce qui est bien ») et ceux interdits (« ce qui est mal »). L'individu qui transgresse une norme en vigueur est considéré comme « un étranger au groupe : un Outsider ». Le transgresseur peut estimer que ses juges sont eux aussi « des étrangers, à son univers ». Pour qu'un individu ou un comportement soit considéré comme « déviant », il faut que son manquement soit relevé par d'autres. Une personne, si elle obéit ou non à la norme et à la perception de la collectivité, peut être soit « accusée à tort », soit « pleinement déviante », soit « secrètement déviante » ou au contraire « conforme ». Cette faute et son caractère flagrant, le « stigmaté » vont modifier le regard sur la personne qui l'a commise, son identité et la façon d'envisager son avenir.

Les processus d'affiliation « clanique » par quartier ou barre d'immeuble construit des sous-groupes sociaux en opposition à d'autres. Le poids du stigmaté renforce le sentiment de persécution dont la réalité ne peut être évaluée dans cette étude. Pour autant, il est à l'origine de la construction de normes à part entière en opposition aux modèles sociétaux engendrant des relations particulières à la participation aux trafics et à l'usage de drogues.

Pour autant, cette trajectoire n'est pas adoptée par tous les habitants de ces quartiers.

Seule, une minorité, du moins sur le trafic, va finalement être concernée. Lors des rencontres avec ces jeunes vendant du cannabis dans l'espace public, dans des trafics artisanaux ou industriels, les arguments de l'inscription dans ces parcours porteront sur ce sentiment de disqualification, de persécution. Ceci en lien étroit avec le stigmaté que porte leur quartier.

Eux-mêmes, vont alors être accusés de renforcer l'image négative du quartier et vont être rejetés par le reste des habitants subissant les dommages d'une perception d'un quartier de trafiquants de drogue. Notons que le quartier avait une image dégradée bien avant l'installation massive des trafics. Les relations sont complexes, violentes parfois. Ce phénomène permet ainsi de comprendre les niveaux d'impunité sociale sur l'usage et le trafic qui règnent dans le quartier. L'abandon de l'intervention des pairs auprès de l'autre est la résultante de la rupture profonde entre les trajectoires de vie au sein du quartier.

---

<sup>11</sup> Becker Howard S, *Outsiders – Étude socio de la déviance*, Edition Métailié, Paris, 1995.

## Des processus identitaires à l'origine des rapports sociaux aux drogues

Le postulat initial posé par les premiers éléments de terrain laissait entendre que la culture musulmane dominante au sein du Grand Mirail serait structurante des usages de produits psychoactifs.

Les éléments présentés précédemment indiquent que les processus sont beaucoup plus complexes. Pour cet animateur auprès des jeunes :

*« Le poids de la culture musulmane est important, mais en soi, ce n'est pas celle qui régit le fonctionnement du quartier ».*

Ce constat est globalement partagé par les personnes rencontrées sur le terrain. Toutefois, de nombreux discours font état d'une évolution dans les rapports entre les dimensions culturelle et cultuelle. Ceci se traduit par une augmentation des signes de la religion musulmane dans différentes sphères de l'espace public. Cette étude n'a pas pour objet d'analyser les éléments culturels au sein des quartiers et d'en expliquer les fondements et les conséquences. Nous faisons ici bien la différence entre ces deux notions. Le terme cultuel est utilisé ici au sens de « relatif à l'exercice d'un culte » alors que le terme culturel est relatif à « la culture, à ses valeurs et à ses manifestations ».

L'étude se borne aux éléments culturels à l'œuvre dans la relation aux usages de substances psychoactives. Ainsi, la culture musulmane est en permanence évoquée comme vecteur de normes collectives concernant les psychotropes.

Les comportements face aux psychotropes sont de l'ordre du collectif et de l'individuel et c'est en ça qu'ils doivent être interrogés dans le cadre culturel dans lequel ils s'expriment. La culture musulmane vient poser dans ces territoires des normes qui comme toutes normes sociales peuvent être transgressées. Surpasser les normes revient à s'exposer à des mesures de mise à l'écart des groupes sociaux.

La réalité de ces quartiers semble se construire dans le cadre de sous-groupes sociaux fortement conditionnés par une référence territoriale ou de pairs et où se recombine un certain nombre de règles parfois en opposition sur un modèle contre culturel, parfois juste par l'évitement du contrôle social.

Ces processus de construction de « clans » se traduisent sous de multiples formes. Ils peuvent revêtir l'aspect de jeunes, voire très jeunes qui fument du cannabis à la vue de tous dans l'espace public. Dans ce cas, ces comportements sont clairement dans un modèle contre culturel. Ils peuvent aussi se traduire par des stratégies d'évitement de la culture dominante se traduisant par des rendez-vous dans les bars aux frontières du quartier qui réunissent nombre de quinquagénaires qui consomment de l'alcool et parfois s'adonnent aux jeux d'argent, à l'abri du contrôle social.

Les formes sont multiples<sup>12</sup> et indiquent que, dans ces quartiers comme ailleurs, les normes sociales sont transgressées au profit d'une réalisation de soi individuelle dans des fonctions et des contextes multiples.

Une des difficultés face à la culture dominante au sein de ces quartiers est celle de produire une parole publique concernant la consommation de produits psychoactifs. Si dans les entretiens

---

<sup>12</sup> Cf. Partie « Les addictions, une entrée par produit et par population »

individuels, des discours sont assez clairement énoncés sur les transgressions de normes avec les psychotropes, particulièrement avec l'alcool, ces discours ne peuvent être produits lors de conversations ethnographiques dans l'espace public. Pour autant, dans des temporalités où le contrôle social est moins puissant, des comportements de consommations non conformes aux règles dominantes apparaissent très clairement. Ceci est valable pour les jeunes qui vont consommer de l'alcool de manière ostentatoire mais aussi pour des personnes plus âgées qui dans le confinement du chez soi, à l'abri du regard de l'autre, peuvent s'inscrire dans des consommations à l'origine de problématiques sévères.

Pour cet habitant :

*« C'est un déshonneur pour la famille. Pour toute la famille, pas seulement les enfants. On lui dit "ton père est trop vieux, ton père est alcoolique, il ne travaille pas" ».*

Au-delà du fait que la culture dominante n'est pas un facteur de protection universel pour l'ensemble des habitants de ces territoires, elle est clairement un facteur limitant très fortement la parole publique sur la consommation et surtout les problèmes liés à la consommation. Des stratégies spécifiques, individuelles doivent être inventées pour lutter contre le tabou de la consommation et aider les personnes à s'inscrire dans des conduites de réduction des risques et des dommages ou d'accès aux soins.

## **Des parentalités mises à l'épreuve de la disponibilité des produits et des trafics**

De nombreux habitants du quartier ont le sentiment d'être perçus comme des parents démissionnaires qui ne s'occupent pas de leurs gamins qui trainent, qui deviennent des délinquants, et qui profitent des allocations familiales. Cette perception est alors combattue avec force à la fois par les habitants et les intervenants. Le stigmate réapparaît ici mais cette fois sur la capacité à être parent.

Durant les terrains ethnographiques, les habitants rencontrés revendiquent une action éducative qui leur serait déniée par la société.

Pour une habitante, mère de quatre enfants :

*« Nous, vraiment, on n'a rien à voir avec ces trafiquants et nous, on éduque bien nos enfants ».*

S'il devait y avoir un doute sur ce point, le principal de collège le balaie rapidement en indiquant que les familles sont impliquées. Il prend cet exemple :

*« Ce qui marche très bien, ce sont les rencontres parents professeurs deux fois dans l'année scolaire lors de la remise des bulletins aux parents, les bulletins trimestriels aux parents, on a 75 % de taux de participation ».*

La particularité de ces territoires est que la majorité des familles sont de culture musulmane. Ceci renvoie à l'absence de mixité sociale. Ces familles prennent des formes différentes de la cellule traditionnelle. Ne pas considérer cela, c'est nier les spécificités culturelles de la parentalité et des structures familiales.

Ceci n'indique en rien la capacité parentale mais donne une clé de compréhension en termes d'analyse des processus éducatifs, de transmission et de contrôle. Pour plusieurs professionnels

du secteur de l'éducation spécialisée, l'action auprès des familles est cruciale pour répondre aux enjeux des quartiers.

Identifier, cela permet de comprendre les différences à l'œuvre dans ces quartiers où le trafic joue un rôle non négligeable dans les relations sociales et donc familiales.

Pour ce professionnel de l'Éducation nationale :

*« Il y a une insécurité dans l'environnement quotidien de ces jeunes qui pousse les parents à les surprotéger contrairement à ce qu'on pense. Dans notre quartier, il y a un danger qui est objectif. Le gamin peut concrètement être approché par des dealers. Les familles sont pour certaines dans la surréaction ».*

Ici, les parents conscients de la réalité du danger et du poids de la pression de l'environnement construisent des stratégies de mise à distance par un contrôle strict des allers-venues réduisant au minimum les libertés d'adolescents en quête d'identité. Pour cet intervenant social :

*« On voit ces dernières années qu'il y a certains parents qui reviennent récupérer leurs gamins devant les collèges surtout les 6<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup>, après c'est plus aléatoire ».*

Parallèlement, nombre de personnes rencontrées sur le terrain constatent des situations où les modèles parentaux sont en difficulté face aux propositions de l'environnement.

*« Comment expliquer à un gamin, vous avez un gamin de huit ans qui a 500 € dans la poche en liquide, qu'il faut travailler à l'école, il n'aura pas 50 € par jour, vous voyez, il y a des impacts et que le gamin il a plus que la maman qui elle touche le RSA, en liquide », souligne cette professionnelle du secteur social.*

Pour cet animateur auprès de jeunes :

*« J'ai des pré-ados en face qui font les guetteurs et je me dis, c'est des 12-13 ans, pas des 18-20 ans. Cette banalisation du trafic met en l'air des heures de travail, pour leur expliquer que dans la vie il y a les relations, l'honnêteté, la franchise, l'explication, avoir un projet pour travailler, tout ça, ça vole en éclats tous les jours, comment peuvent faire les parents ? »*

Les parentalités sont mises à mal par la précarité et le poids du trafic dans les relations économiques interfamiliales.

Pour cet intervenant dans le monde associatif :

*« À certains moments, les parents ne peuvent plus, ils n'ont plus d'autorité sur les enfants. Si l'enfant fait vivre le foyer ou la famille, c'est un impact, donc à ce moment-là, on demande aux parents de se taire ».*

Pour ce quinquagénaire, né en Algérie :

*« Dans la tradition, normalement, cet enfant de je ne sais quel âge qui rentre à 2-3 heures du matin pendant que le père est déjà là, le chef de famille. Le dernier qui rentre, c'est le chef de famille ».*

Pour ce jeune, habitant le quartier de Bagatelle :

*« Moi par exemple, mes parents sont maghrébins, ils sont venus directement d'Algérie, donc pour le coup, ils arrivent dans un pays qu'ils ne connaissent pas, ils parlent pas la langue, ils sont mal vus. Ils ne parlent pas français comme il faut. Ils ne lisent pas. Moi-même en étant petit, quand je suis petit, je suis inconscient de ça. Je veux dire quand*

*t'as des parents qui sont, je veux dire à un moment, du pays qui sont conscients de tout ce qu'il s'y passe, de tous les dangers pour leur enfant, je veux dire t'es là à surveiller bien ton enfant, à mettre toutes les chances de son côté, et tu ne le négliges pas. Mais moi mes parents, par exemple, ils ne m'ont pas négligé certes, mais je pouvais les duper. Mon père, il ne savait pas lire et ma mère non plus ».*

Ces territoires sont composés de familles en grande précarité économique et sociale. Une part d'entre-elles, difficilement quantifiable dans le cadre de cette étude, est en difficulté car elles font face à un contexte favorisant les opportunités de délinquance qui peuvent séduire des jeunes gens en quête d'identité, d'argent et de reconnaissance de leurs pairs.

Pour cette intervenante du secteur social :

*« On a vraiment à repenser, à retravailler la question de la parentalité, de l'accompagnement des familles, la prise en compte des différentes cultures, de l'autorité parentale, de l'absence des pères, par la représentation de l'autorité, absence des pères, des mamans en grande difficulté, des mamans en souffrance, des enfants parfois à l'abandon parce que la maman a l'obligation de s'en sortir, et d'aller bosser, et donc elle n'est pas là. Quand les enfants rentrent de l'école, la maman est au boulot, et quand les enfants partent à l'école, la maman elle est levée, elle est partie depuis longtemps ».*

Pour cette habitante de la Reynerie :

*« J'ai le sentiment que les familles sont dans des situations précaires telles, qu'elles sont dans le déni par rapport à ça. Il y a tellement d'autres préoccupations plus importantes, quotidiennes : s'alimenter, manger, se nourrir, s'habiller, se déplacer, accompagner les enfants à l'école, que lorsqu'il y a un enfant qui..., il y a un peu de dégoût quand même. Ce n'est pas la préoccupation première ».*

Pour cette éducatrice spécialisée :

*« Je crois que la chose la plus compliquée qui impacte énormément sur la prise de produits, c'est la famille. Comment s'organise une famille ? Quelles sont les règles ? On a perdu tous les rites dans la structuration de la personnalité et je crois que vraiment on ne pourra pas agir sur les enfants sans cela, c'est pas la police qui va régler le problème, c'est pas les politiques non plus ».*

## 4/ Le quartier du Grand Mirail et le trafic des produits stupéfiants

Le trafic de drogue est au centre de l'ensemble des discours des personnes interrogées dans le cadre de cette investigation. Tous les habitants rencontrés, les intervenants associatifs, les éducateurs, les bailleurs sociaux ont comme préoccupation le trafic. Pour autant, le trafic de produits stupéfiants ne concerne qu'une part infime des 31 000 habitants du Grand Mirail.

Pour cet animateur intervenant auprès de jeunes du quartier de Bagatelle :

*« Le trafic ne fait pas vivre le quartier parce que si on devait faire un pourcentage, un bon 80-90%, si c'est pas plus, vit normal, en travaillant de leur labeur et autre et après on est sur un petit groupe des jeunes personnes qui tiennent ce trafic ».*

Les services de police confirment que seulement 4 à 5 familles contrôlent le trafic sur ce quartier. Pour cet officier de police judiciaire, « c'est 100 à 150 personnes grand maximum ». Le quartier du Grand Mirail est un lieu où l'on peut acheter des produits stupéfiants. Ce quartier porte alors le poids de ce stigmatisme dans une confusion qui marque des populations plus victimes que bénéficiaires de ce commerce.

Pour autant, dans le cadre de cette investigation ethnographique, il est rapidement apparu nécessaire de décrire la réalité des trafics.

### Acheter des drogues dans le quartier du Grand Mirail

Pour apprécier la réalité du trafic au sein du quartier, le choix ethnographique a été de suivre des usagers de drogues qui utilisent ce marché du quartier du Grand Mirail pour se procurer leurs produits.

Le premier objectif a été de trouver des usagers acceptant d'être accompagnés par un observateur dans le cadre de sa transaction. Ceci a été relativement simple du fait du réseau ethnographique du programme TREND et du nombre d'usagers qui utilisent ces points de vente.

La première observation a été réalisée dans le quartier de Bellefontaine au printemps 2016 avec un usager de cocaïne actif qui se fournit depuis quelques mois sur ce lieu de vente. Le départ se fait en voiture, là encore du centre-ville de Toulouse. Durant le trajet, notre médiateur indique :

*« Au début quand j'y suis allé, la première fois que j'y suis allé, je n'étais pas tranquille mais j'étais avec un pote qui les connaissait, donc ça va. Je suis arrivé, ils m'ont posé deux-trois questions : 't'es avec qui, comment tu t'appelles ?', machin. Deux-trois questions et là, fouillage, automatiquement, comme les flics. Ils t'écartent, ils te fouillent pour voir si tu n'as pas quelque-chose ».*

Arrivés sur place, l'ambiance est plus tendue. Après avoir été fouillés, une sorte de palpation comme à l'entrée dans un stade, nous pouvons entrer dans le bloc. Après un peu d'attente en bas des escaliers du bâtiment, une personne descend venant à notre rencontre. La commande est passée et payée. La personne remonte dans les étages puis assez rapidement, revient avec la commande, 2 grammes pour 120 euros et nous invite à partir rapidement. L'analyse réalisée par le programme SINTES indiquera un taux de concentration de 71% en cocaïne, ce qui est un

taux élevé par rapport à l'ensemble des analyses réalisées sur la ville de Toulouse ces dernières années.

Quelques temps après, la personne que nous avons suivie à Bellefontaine indique qu'une de ses connaissances, « qui lui a transmis le plan » a été interpellée. Il raconte :

*« J'ai une copine qui y est allée, qui a l'habitude d'aller régulièrement, elle y est allée, elle s'est fait arrêter. Il n'y a pas très longtemps, peut-être il y a une dizaine de jours, deux semaines, ils ont fait des serrages (...) Oui, elle est sortie de Bellefontaine et les flics l'ont contrôlée, elle avait son shit dans la poche, ils l'ont amenée au commissariat, ils ont fait un procès-verbal, ils l'ont gardée quelques heures. En garde à vue. Puis ils l'ont relâchée ».*

La seconde observation d'achat a été réalisée avec un usager de cannabis en novembre 2016. Le rendez-vous est pris à la bouche de métro Esquirol au centre-ville de Toulouse vers 20h. Direction « Mirail-Université » par la ligne A. À la sortie du métro, virage à droite pour se rendre au spot d'achat le plus rentable du Grand Mirail.

En arrivant sur place, on constate un grand nombre de voitures garées avec leurs occupants qui attendent leur tour, chacun passant devant le bloc et étant « servi » selon sa demande. Arrivant à pied, nous sommes entrés dans le tripode. Notre accompagnateur, connaissant les lieux, va à la rencontre d'une personne dans le hall, demande 10 grammes d'herbe de cannabis. Aucun problème. Après avoir récupéré la somme correspondant à la commande (60 euros) et un sms plus tard, une seconde personne vient délivrer deux sachets un peu plus loin dans le bâtiment. La transaction est rapide, moins de 5 minutes ce jour. En plus de la commande, nous recevons en cadeau une sorte d'outil permettant de fumer cette herbe de cannabis (Cf. Photo). Derrière nous, une file d'attente de quelques personnes s'est constituée. Elles attendaient d'être livrées en résine de cannabis. L'ambiance est détendue, ce sont des habituées du lieu. Aucune n'habite le quartier du Grand Mirail.

Un travailleur social intervenant dans le quartier nous indiquera plus tard que ce lieu alimente un marché considérable de 300 clients par jour. Ces chiffres seront confirmés par les services de l'application de la loi. De retour à l'appartement de l'acheteur, le poids réel de la transaction est de 9,70 grammes. Pour lui, l'affaire est bonne. L'analyse réalisée par le programme SINTES indiquera un taux de concentration de 23% de teneur en THC.

Si à Varèse, seul le cannabis est disponible, à Bellefontaine dans le lieu que nous avons fréquenté, plusieurs produits sont disponibles, cocaïne, herbe et résine de cannabis. Une information au mois de janvier 2017 indique, que dans ce même lieu, de l'héroïne pouvait être accessible.

Ces deux terrains indiquent clairement que le trafic de produits stupéfiants dans les quartiers, au-delà d'être une réalité, s'inscrit dans des processus extrêmement structurés qui alimentent le marché des drogues d'une partie de la ville de Toulouse. Lors d'un tout premier terrain ethnographique dans le quartier de Bagatelle, un jeune vient me proposer du cannabis. Déclinant sa proposition, mais indiquant la raison de ma venue dans le quartier, ce jeune un peu surpris me répond : « Ok, ne vient pas faire la morale, c'est à toi qu'on vend le cannabis, mon business c'est avec les petits blonds comme toi que je le fais ». Cet argument qui se vérifiera tout au long de l'étude indique clairement que la question du trafic de produits stupéfiants au sein des quartiers n'est pas une problématique des quartiers mais un phénomène qui concerne la société toulousaine et c'est en ça qu'une action publique seulement ciblée sur les quartiers n'a que peu de chance d'aboutir.

## L'organisation du trafic

Les observations TREND depuis plusieurs années indiquent que sur la ville de Toulouse, de manière globale, les organisations des trafics sont à mettre en relation avec les types de drogues vendues. Plusieurs modes de trafic sont décrits dans le Grand Mirail.

Comme précédemment décrits, les premiers sont organisés dans les halls d'immeuble avec guetteurs, rabatteurs et vendeurs. Sans rendez-vous, un acheteur peut venir rencontrer un vendeur. Les seconds sont dénommés les « drive ». Ce type de vente est principalement axé sur le cannabis, plus rarement pour la cocaïne. Le principe du « drive » est la délimitation d'un lieu où un usager peut se rendre sans rendez-vous et accéder à un produit, sans descendre de son véhicule. Ces réseaux de distribution sont souvent situés en frontière des quartiers.

Dans les deux cas, les produits sont entreposés à proximité, mais aucun vendeur n'est en possession de drogues. L'échange est bref. Sur demande, un « drive » peut fournir plusieurs centaines de grammes (cannabis et cocaïne), voire un kilo (cannabis) et alimenter un petit réseau. Comme ailleurs dans la ville de Toulouse, des trafics entre usagers sont aussi une réalité. Plus confidentiels, ils alimentent des réseaux de pairs auxquels il est nécessaire d'appartenir pour pouvoir y avoir accès.

Concernant le cannabis, les services intervenant sur la ville de Toulouse indiquent que les réseaux d'importation de cannabis sont « orchestrés » principalement depuis les cités, et ce pour toute la métropole. Les modes de relation sociale, que l'on a décrit précédemment sous forme clanique, fonctionnement en vases clos, ainsi que les structurations urbaines permettent la construction d'un périmètre de « contrôle » facilitant les trafics. Cette spécificité permet l'organisation de lieux de vente dans l'espace public. Au sein du quartier du Grand Mirail, la grande majorité de ces espaces sont des lieux de vente de cannabis. Les points de vente de cocaïne sont plus rares.

Ces observations générales du dispositif TREND ont été précisées dans le cadre de cette investigation. Les organisations de trafic au sein du Grand Mirail sont de plusieurs sortes.

- **La première typologie : un trafic industriel et criminalisé**

La première typologie du trafic observé au sein du Grand Mirail peut être qualifié « d'industriel » et « criminel ».

Ici, l'organisation est très structurée. Pour ce policier de terrain :

*« Ils ont mis un système en place avec des personnes au-dessus qui sont là pour le financement et ensuite des gérants, des vendeurs et des guetteurs. Et s'il y a des gens interpellés dans les deux heures, il y a un autre gérant qui vient (...) les guetteurs deviennent vendeurs etc. ». La structuration de ces acheminements est aussi très élaborée à la fois dans l'importation depuis l'Espagne et au sein même du quartier. Les services de police comme les observations ethnographiques indiquent que sur les lieux de vente peu de produits sont présents. Cet élément est confirmé par les saisies de faibles importances réalisées lors d'interpellations au sein de lieux réputés pour la vente de plusieurs kilos de cannabis par jour. Une alimentation permanente, via principalement des livraisons, permettent de faire un réassort continu selon la demande du "point de vente" ».*

Il apparaît ici que de nombreuses complicités sont à l'œuvre et que de nombreux « métiers » sont nécessaires dans une hiérarchisation explicite. Chaque métier est bien évidemment rémunéré au minimum 50 euros jours pour les tâches à moindre responsabilité. Le cas des « nourrices », les personnes qui entreposent les produits stupéfiants est plus complexe.

Sur l'ensemble du Grand Mirail, quatre à cinq lieux de vente peuvent entrer dans cette catégorie. Tous ces lieux de vente n'ont pas la même ampleur.

Le plus important selon les éléments récoltés sur le terrain est celui présenté dans la seconde expérience d'achat décrite précédemment. Selon les estimations des forces de l'ordre ou des intervenants du secteur social, 300 acheteurs fréquenteraient ce lieu chaque jour, équivalent à 15 kilos de cannabis ou à plusieurs dizaines de milliers d'euros de recettes.

Ce modèle peut être observé sur d'autres lieux dans des dimensions moindres mais structuré de la même manière et exposé à la vue de tous. Des stratégies d'orientation des acheteurs dès leur arrivée dans la zone de deal sont préférées à la prise de contact directe.

Pour cet observateur :

*« Je parlerai plutôt d'un trafic criminalisé, professionnalisé, donc on peut pas se permettre de dealer n'importe où et n'importe comment. Et d'avoir un trafic presque à la sauvette j'allais dire. Il est là, elle est là la différence parce que criminalisé, on va pas s'amuser à accrocher un client alors qu'il y a déjà toute une équipe entre guillemets de professionnels qui orientent et qui amènent le client ».*

Les dispositifs les plus structurés ont des niveaux hiérarchiques stricts régis par des actes de violence, d'autant que tous les acteurs impliqués dans les trafics ne sont pas du quartier. Des habitants, des travailleurs sociaux indiquent que nombre de personnes repérées comme impliquées dans les trafics ne sont pas connues du quartier à la différence de personnes impliquées dans la seconde typologie.

Ici, des personnes sans papiers, les « clandos » ou « bledards » qui sont des personnes qui pour beaucoup ne parlent pas la langue et sont primo-arrivants, peuvent être utilisés dans des tâches de transport ou de « coupeurs »<sup>13</sup>.

- **La seconde typologie est plus artisanale et plus diffuse**

Lors de la rencontre avec la régie de quartier de Bagatelle, l'entretien commence par l'actualité du jour. :

*« Une directrice et une directrice financière sont parties avec deux salariés de chez nous qui se sont fait agresser verbalement, par un monsieur, en fait, qui avait du commerce parallèle justement sur les drogues et sa marchandise avait disparue à Tabar. Il avait caché sa marchandise dans des bouteilles de jus d'orange et nous on nettoie la voierie, et un salarié avait jeté les bouteilles. Voilà et donc il réclamait 4000 € aux salariés. (...) le problème, c'est que nos salariés habitent sur le quartier et ils ont reçus des menaces ».*

Ce fait divers révèle à la fois la banalisation du trafic dans ce quartier et l'amateurisme du dealer.

---

<sup>13</sup> Les « coupeurs » sont des personnes qui ont pour tâche de découper en fines lamelles de taille identique des blocs de cannabis de plusieurs kilogrammes.

Le trafic de cannabis au Grand Mirail ne se résume pas seulement à 4 ou 5 lieux où la vente est repérable par tous. Pour cet observateur :

*« Il y a autant de lieux de trafic que de barres d'immeuble. C'est peu organisé mais ça deale à fond ».*

Pour cet éducateur intervenant dans l'espace public :

*« Le petit trafic à droite, à gauche, c'est quoi, c'est des poches de cinq gamins, enfin ados je vais dire pas gamins et malgré ce qu'on entend de l'extérieur, la loupe, la focale est portée sur ça qui n'est qu'un phénomène, c'est un phénomène au plan du nombre qui est un phénomène marginal, mais qui finalement impacte beaucoup la vie quotidienne des habitants ».*

Pour certains, ce trafic s'inscrit dans des processus de survie dans un modèle propre aux quartiers pauvres de solidarité. Pour cette habitante de la Reynerie :

*« C'est une forme d'entraide, je ne sais pas jusqu'où, de gens qui vont bosser pour quelqu'un d'autre en échange, tu vas avoir un kebab. Tu vois, cette espèce de truc dans la pauvreté. Alors, pour le coup l'entraide elle est à fond connotée. Du coup, dans la pyramide, y'a des gens qui ont plus, dans ce genre de rapport quand même. Puisque t'as celui qui a le plus qui peut aider le plus et du coup va avoir des salariés pas chers. Y'a beaucoup ça. Sur les marchés, c'est que des gens qui sont payés au black, qui vont vendre des cigarettes. C'est plus ce trafic-là ».*

Pour d'autres, ce trafic ne s'inscrit pas dans une redistribution positive. Pour ce policier en mission de médiation avec les habitants :

*« Alors il y a des lieux de trafic ça c'est sûr, alors ce n'est peut-être pas des gros trafics, mais très difficiles à enrayer parce que souvent c'est le fait de jeunes, et moi je suis sollicité pour les habitants parce que souvent il y a une gêne extrême, c'est-à-dire que les jeunes, souvent des très jeunes squattent les halls d'immeubles, dégradent, ça génère des conflits ».*

Ce type de trafic alimente un second marché de vente de cannabis plus axé sur la vente en direction des habitants du quartier, même si de nombreux toulousains viennent acheter « leur cannabis » auprès de ces réseaux.

Il n'est pas question de venir à une adresse précise mais d'être sollicité directement par des vendeurs souvent à la sortie du métro. Lors de plusieurs terrains ethnographiques à Faourette et Bagatelle, les sollicitations des vendeurs ont permis de rentrer en contact avec des jeunes gens ayant comme activité principale la vente de cannabis, sans toutefois appartenir à un réseau structuré.

## **Crédit et territoires, des éléments à l'origine de violence**

L'hégémonie du Grand Mirail et sa prise de contrôle du marché du cannabis au niveau métropolitain depuis 2015 a engendré cette démultiplication de réseaux de vente. La facilité et la « qualité du service » ont rapidement généré une augmentation de la demande. Des points de vente et des réseaux qui pour se distinguer utilisent un marketing reconnu et remarqué par tous les usagers qui utilisent ce « service ».

Pour cet usager de cannabis qui n'habite pas dans le quartier :

*« Les petits cadeaux à V., ça change toutes les semaines. T'y vas une semaine, ça va être un paquet de clopes, une autre semaine ça va être un paquet de feuilles, des fois un grinder, des blunts, des fois même une balance... J'ai tout vu moi là-bas ».*

Dans cette dynamique d'augmentation de la demande et donc de l'offre, la concurrence est rude. Les réseaux, quel que soit le modèle, sont dans un contrôle permanent de leur territoire.

Pour ce jeune inscrit dans le trafic :

*« À ce niveau-là, dans le business, il arrive qu'à un moment, une place de perdue, un autre vient prendre ta place et il peut y avoir des problèmes de violence, certains veulent plus, certains veulent monter ».*

Les règlements de compte au motif d'une escroquerie, d'un crédit non remboursé ou d'une prise de territoire sont décrits. Pour cet éducateur intervenant dans la rue :

*« Sur l'espace de un an, on recense des assassinats en lien avec le trafic de stupéfiants ou la prise de territoires. Parce que là, on parle d'assassinats et puis il y a tout ce qui va à côté. Nous, on a des jeunes qui prennent des coups de couteaux dans les jambes, des balles dans les pieds, parce que voilà ils ont osé empiéter sur un territoire. Sur un an, on en a une dizaine. Entre le coup de couteau. Là actuellement, y a un jeune qui est incarcéré, qui a pris une balle dans le mollet, il est à Purpan ».*

Pour cet ancien habitant du quartier de la Reynerie participant au programme TREND :

*« Je ne suis jamais tranquille, j'ai trop vu de choses, franchement. Des gars se tiraient dessus au fusil à pompe, des trucs dégueulasses ».*

Le cas des « nourrices » est aussi extrêmement important à souligner. La nourrice est la personne qui veille sur le bien le plus précieux des promoteurs des trafics. Habituellement, elles sont utilisées pour garder les marchandises, l'argent et les documents liés au trafic. Les réseaux disposent de plusieurs caches, des appartements ou des maisons dont les propriétaires sont recrutés en fonction de critères particuliers. Dans le cadre de cette investigation apparaît un phénomène apprécié à la marge par le dispositif TREND et décrit dans d'autres villes, principalement à Marseille.

Les « nourrices » ne sont pas recrutées comme des complices qui seraient rémunérés pour leur activité. Ce sont des familles très éloignées des réseaux de deals qui ont des difficultés financières importantes, comme une dette locative ou un changement de statut professionnel engendrant une perte financière importante. Les réseaux approchent ces personnes qui depuis la crise de 2008 sont très nombreuses dans le quartier le plus pauvre de la métropole et leur propose dans un premier temps d'épurer leur dette ou de les aider à surmonter cette mauvaise passe. À la différence des cas répertoriés sur Marseille, une intrusion violente ne se fait pas à ce moment-là. Pour autant, quelques semaines plus tard, les mêmes personnes « représentant » le réseau de trafic imposent à ces personnes en dette vis-à-vis d'eux de stocker plusieurs kilos de cannabis dans leur logement et demandent à disposer d'une clé. Face à un refus, de réelles menaces physiques sur les personnes ou leur entourage imposent d'obtempérer.

Ces nourrices connaissent leur statut sans toutefois savoir ce qu'elles stockent chez elles, d'autant qu'elles ne sont pas rémunérées pour le faire. Parfois conscientes du risque pénal, pouvant

aller jusqu'à 10 ans de prison, les personnes tentent d'échapper à ces pressions mais rares sont celles qui y arrivent sans avoir à déménager.

Ces nourrices constituent des bases arrière du trafic dans des situations de servitude montrant encore une fois que le bénéfice du trafic ne revient qu'aux promoteurs de ces trafics.

## Un trafic banalisé dans une forme d'impunité

Intervenants du secteur social, habitants, commerçants décrivent une situation d'impunité du trafic et de ses manifestations dans l'espace public.

*« Plus personne ne dit plus rien à personne. Ça veut dire que tu peux trafiquer dans la rue, y'a plus personne qui intervient. Tu peux fumer des pétards dans la rue, plus personne intervient », souligne cette habitante de Faourette.*

La récurrence des discours indique un problème majeur dans les relations sociales.

Pour ce commerçant :

*« Nous, on s'autorise plus à dire quoi que ce soit puisque de toute façon, personne ne dit rien à personne ».*

Cette banalisation, soutenue par une forme d'impunité, alimente des tensions fortes entre habitants et trafiquants. Le modèle mythique de la redistribution des recettes du trafic à une communauté de vie<sup>14</sup> est à pondérer.

Ces lieux de vente au sein de l'espace public (hall d'immeuble, place publique, près d'un commerce...) sont aussi les lieux de socialisation d'adolescents décrits par ailleurs, où la dimension identitaire et la notion d'appartenance à ce sous territoire sont très puissantes.

Il est difficile pour des voisins, des commerçants, voire des travailleurs sociaux d'entrer en contact avec ces groupes de jeunes directement afin d'entreprendre une action de médiation. Toutes les actions de médiations décrites par les personnes rencontrées sur le terrain sont vécues comme des échecs, parfois des moments de tensions, voire de violence. Des fractures très fortes sont décrites entre les habitants et ces jeunes qui vendent du cannabis, très peu nombreux par ailleurs, au point d'une réelle fracture entre ces deux populations qui cohabitent dans le quartier. Vient s'ajouter à cela le sentiment que l'image négative du quartier du Mirail provient essentiellement de ces jeunes, tout ceci produisant un sentiment d'insécurité très fort. Ce sentiment d'insécurité produit alors une défiance entre les populations. Cette défiance est à l'origine de comportements violents.

Pour cette habitante :

*« Il y a des gens qui osent dire et malheureusement parce que ça existe dans le quartier, y'a aussi beaucoup de gens racistes contre les magrébins, vont dire, mais vont dire violemment et du coup, y'a pas de dialogue, y'a pas d'entre-deux, y'a pas un truc que tu dis qui préserve l'autre et où l'autre t'écoute pour te préserver toi ».*

Cette impunité est perçue par les habitants comme un abandon des services publics, et particulièrement des forces de police.

---

<sup>14</sup> Sous le modèle de Pablo Escobar en Colombie à la fin des années 70.

Pour cet habitant :

*« J'ai fait des signalements, il faut avoir du courage de le dire, de le faire. Donc moi, quand je suis menacé de temps en temps, je suis là, j'appelle la police ; ce que je ne dois pas faire. La police arrive, mais quand la police arrive parce que vous demandez des mesures, on vous renvoie, ce sont des enfants qui n'ont pas 18 ans, donc on préfère discuter avec eux. Ils restent pendant un moment, ils sont en train de discuter, ils disent : nous faisons de la prévention. Qu'est-ce que vous avez voulu faire ça, il fallait faire le signalement aux éducateurs. Vous avez donné la police. La police arrive, on m'envoie le policier et je suis là, et je leur ai demandé : on a discuté, on a débattu un peu avec les jeunes pour leur dire ce qu'ils doivent faire, ce qu'ils ne doivent pas faire. Donc ils ont passé 30-45 minutes à discuter. Nous avons pris bonne note, nous allons faire un rapport à nos supérieurs, mais par contre, pour ce que vous me demandez, il aurait fallu s'adresser aux éducateurs. Mais nous, on ne peut pas sanctionner ces jeunes qui sont mineurs ».*

Ce cas n'est pas significatif de l'action de la police. De nombreux éléments de preuves décrivent une mobilisation importante des forces répressives dans les quartiers. Toutefois, cet exemple est très représentatif du sentiment que les habitants éprouvent en direction de l'action publique sur les trafics.

Notons aussi que nombre d'acteurs du secteur social et associatif ont le sentiment d'être seuls face à ces systèmes d'impunité des trafics.

Pour ce professionnel de l'éducation spécialisée :

*« Le problème c'est qu'on nous demande d'agir pour que les trafics cessent. Il me semble que chacun doit faire son boulot. Notre action ne va pas stopper les trafics. Je crois que l'on demande tout aux travailleurs sociaux et surtout ce qu'ils ne peuvent pas faire ».*

## **Le trafic comme modèle identificatoire positif potentiel**

Pour cet éducateur :

*« Quand ils sont petits, chez eux, ça se passe mal, à l'école, ça se passe mal. Et là, à un moment, ça passe bien, après on lui dit, tu m'intéresses. Un grand qui dit, qui en plus a une place dans le quartier il lui dit "tu m'intéresses", c'est mobilisateur pour ce jeune ».*

La précarité dans laquelle grandissent les jeunes de ces quartiers, la difficulté à sortir du quartier du fait d'un mode de socialisation, d'affiliation de pairs, réduit à un entre-soi minimal, peuvent être à l'origine d'initialisation de trajectoire perçue comme délinquante par la majorité, mais vécue comme une forme de réussite par ces jeunes. La banalisation de l'usage et de la vente de cannabis dans laquelle grandit un certain nombre de jeunes enfants rend « normal » à l'adolescence de faire le « guetteurs », surtout pour 50 euros par jour.

L'exemple donné par cette habitante qui en tant que mère de famille regrette de devoir traverser une zone de trafic pour que son fils aille à l'école est flagrant :

*« Tous les matins, je lui dis de faire le détour, mais je sais que ce n'est pas le cas parce qu'avec les copains ils trainent un peu après le collège (...) en plus, moi je travaille tôt le matin et en fin d'après-midi, donc je ne peux pas l'accompagner<sup>15</sup> ».*

Même si cette trajectoire concerne peu de jeunes car les contrôles parentaux sont puissants, les jeunes en décrochage scolaire ont des possibilités que d'autres, dans d'autres quartiers de Toulouse, n'ont pas.

Pour cet intervenant associatif :

*« Pour les décrocheurs au début de l'adolescence, là, il y a ce trou-là, c'est-à-dire, il y a plus d'école, il y a pratiquement plus de collège, il n'y a même plus de formation. Et j'ai l'impression que l'inscription dans les carrières de trafic, de délinquance et tout ça, c'est vraiment à ce moment-là que ça se bascule, quoi alors les tous petits peuvent y être un peu dedans, mais ils peuvent, celle d'après, c'est fini quoi ».*

Pour cet habitant, anciennement impliqué dans le trafic :

*« Il y a différents niveaux et les systèmes ont un petit peu changés, ils font de l'argent, c'est clair, j'ai pas de chiffres en tête, mais si ça continue, si ça se perpétue, c'est qu'ils font de l'argent. Il ne faut pas être diplômé, pas besoin de sortir du quartier, il faut juste être malin ».*

Pour cet animateur de prévention :

*« Il y a aussi cette question de la place. À l'époque, y avait une période où tu faisais ça vraiment que pour l'argent. Maintenant, y en a pour l'argent, c'est toujours ancré, mais y en a aussi c'est pour se créer une place, une identité, comment on appelle ça, une reconnaissance. (...) A un moment, quand on dit qu'ils veulent une reconnaissance, ça passe aussi par ce qu'ils font mais par la raison qu'ils ont. Donc il y a un peu tout ça qui fait que, voilà y en a qui y viennent assez tôt et j'ai envie de dire, ils ont juste à ouvrir les yeux et à voir ce qui se passe devant chez eux pour se dire à un moment, soit j'ai le chemin classique du travail et de l'école où tout ne va pas arriver de suite, ou j'ai un chemin apparemment plus simple. (...) Surtout, j'ai remarqué que les générations apprennent très vite et ont très vite le goût des adultes. Je vais dire maintenant, vers les coups de 15/16 ans, si ce n'est pas plus tôt, ils ont déjà envie de toucher un peu d'argent, impressionner les filles, sortir et s'habiller bien. Donc à partir de là, c'est rare qu'on puisse amasser de l'argent aussi facilement, et être scolarisé ».*

Ce témoignage résume assez bien le point de vue des acteurs intervenant auprès des jeunes du quartier du Grand Mirail. Là encore, toute généralisation serait une erreur. Ces trajectoires qui sont empruntées par certains jeunes, même minoritaires, sont au centre de toutes les préoccupations de l'action éducative. Les normes de la délinquance sont surdéterminées par des normes de socialisation de jeunes adolescents qui se réalisent au contact des trafics, d'autant que la précarité des familles est parfois extrême. Ainsi, entrer dans le trafic est une alternative tout à fait plausible, d'autant que la trajectoire scolaire semble être dirigée vers un CFA et que le cadre familial est en rupture.

---

<sup>15</sup> Cette personne réalise des ménages en horaires décalés

Pour cet intervenant de l'éducation spécialisée :

*« On a l'impression que pour les jeunes qui sont dedans, pour eux c'est normal, c'est la banalité (...) Nous, les jeunes qui sont pris dans ce trafic, ils ont entre 15 et 18 ans et là quand ils sont expérimentés, ils ont 19 ans ».*

Une des spécificités du quartier du Grand Mirail est ici. Depuis 15 ans, les générations d'adolescents grandissent dans une relation individuelle et collective avec le cannabis. Avant les années 2000, le cannabis était peu présent dans les socialisations adolescentes. Aujourd'hui, la moitié des jeunes de 17 ans ont expérimenté le cannabis, ce qui signifie que ce produit est une réalité de la jeunesse qu'ils soient expérimentateurs ou fumeurs actuels. Même les jeunes non concernés ont dû se positionner face aux autres adolescents, ils ont un avis.

Quelques-uns peuvent être des usagers/revendeurs, en d'autres termes ils revendent une partie du cannabis pour payer leur propre consommation.

Dans les éléments observés au Grand Mirail, que ce soit à Bagatelle ou à la Reynerie-Bellefontaine, le trafic structuré ouvert à la ville conditionne des trajectoires jeunes non repérables ailleurs. Cette organisation du trafic avec des rôles différents hiérarchiquement définis, guetteurs, vendeurs, financeurs... happe des jeunes, parfois très jeunes, qui trouvent dans cette trajectoire un mode de réalisation de soi.

Si en moyenne, les jeunes entrent dans les consommations de cannabis à l'âge de 15 ans, le modèle observé au Grand Mirail rend vulnérable de très jeunes adolescents en rupture avec l'école, le collège et la famille dans une trajectoire où l'usage de cannabis et la participation à sa revente. Les services de l'Éducation nationale ont d'ailleurs bien compris cela car ils sont très vigilants à l'absentéisme permettant aux familles d'intervenir.

Pour ce principal de collège :

*« Avoir un lien étroit avec les parents, c'est indispensable et en même temps, comment dire, c'est tellement le contraire de ce qui se dit ailleurs et dans les médias et par les gens qui ne savent pas, voilà par exemple. Appeler des parents, on fait ça tous les jours, on appelle des parents tous les jours, pour telle ou telle raison, le CPE à la vie scolaire ou la direction, j'ai appelé une mère d'élève, son gamin est absent depuis 10 jours, (...) on ne lâche rien, on ne lâche rien, on est pas toujours efficace sur tout, mais on ne lâche rien. Par contre, on sait que si on lâche, il y a des tentations dans le quartier, il y a des facilités qui s'offrent à cette jeunesse-là qui n'existent pas forcément ailleurs de manière aussi, voilà... ».*

La prévention de l'entrée dans une trajectoire de « dealer » est cruciale. Tous les observateurs constatent qu'il n'y a pas de retour en arrière pour ces jeunes qui entrent dans le trafic. Le premier élément relevé par tous, c'est la dimension économique. Dans un quartier populaire où seulement 30% des ménages sont imposés, où nombre de familles vivent des minima sociaux, renoncer à l'argent provenant du trafic n'est pas possible. Quelques observateurs indiquent d'ailleurs que certaines familles « ferment les yeux » sur l'activité de jeunes car cela permet à la famille de subvenir à ses besoins. Cet élément n'est pas majeur, car nous le verrons, les processus de redistribution des richesses dues au trafic parallèle sont loin d'être généreux pour les habitants du quartier.

Les revenus financiers issus du trafic, même pour un travail subalterne mettent à mal toute tentative d'action sociale.

Pour cet intervenant de l'éducation spécialisée :

*« Quand ça devient la source de revenus du jeune, et voilà, il n'a pas envie de faire autre chose à ce moment-là. On ne peut pas rivaliser, personne, à terme on pourrait trouver des choses plus paisibles, mais sur le moment il n'y a rien à faire ».*

Idem dans la situation présentée par un autre acteur de l'éducation spécialisée présentant la situation d'un jeune de 19 ans sortant de prison pour trafic et qui s'inscrit dans une « garantie jeune » et une formation, mais qui est totalement déstabilisé quand ses anciens réseaux de trafic lui proposent 4 000 € pour reprendre son activité qui l'ont conduit en détention.

Le second élément est la consommation de cannabis en elle-même. Pour ce produit, les observations convergent. Toutes les personnes impliquées dans le trafic sont des utilisateurs. C'est plus rare dans le cas de la cocaïne. Cet accès permanent au produit peut être à l'origine de consommation massive de cannabis, perçue par beaucoup d'observateurs mais qui sont rarement en position d'intervenir. L'usage de cannabis au sein de ces groupes de jeunes est tel que les professionnels de l'action sociale ont de réelles difficultés à se positionner face à une banalisation. Conscients que « ne rien relever » renforce la banalisation, cette question de posture d'intervention est au centre de nombreux débats au sein des équipes rencontrées.

## 5/ Les addictions : une entrée par produit et par population

Les deux premières parties du rapport souhaitent décrire les éléments de contexte des territoires investigués afin de pouvoir créer une perspective entre ces éléments de contexte et les comportements de consommations de psychotropes en leur sein.

Dans le cadre d'une étude ethnographique, la quantification du phénomène est impossible. Il est question ici de décrire des grandes figures de consommations dans le contexte préalablement décrit.

L'entrée par produit n'est pas satisfaisante dans le sens où les consommations ne s'articulent pas autour d'un produit psychotrope mais de plusieurs, alcool/cannabis, alcool/tabac, alcool/cocaïne... Toutefois, cet exercice est nécessaire afin de décrire des typologies de consommations. Un usager peut de ce fait appartenir à plusieurs catégories.

Le tabac, en dehors de l'utilisation de chicha, n'a pas fait partie de l'investigation.

### Alcool et troubles de l'alcoolisation : un contexte à l'origine d'un statut particulier

Un des éléments les plus surprenants lors des premiers terrains ethnographiques pour un observateur provenant d'un lieu et d'une culture différente, c'est l'absence quasi-systématique de la vente d'alcool au sein des débits de boisson du Grand Mirail. À Bellefontaine par exemple, impossible de boire une bière en terrasse lors des terrains au mois d'août.

#### LE TABOU AUTOUR DE L'ALCOOL

Pour ce policier en charge d'action de médiation : « *Au café du Mirail, c'est que du café, ils servent plus d'alcool. C'est uniquement de l'eau, des sodas, pas de bière et que des cafés (...) sur la Reynerie le changement ces dernière années est flagrant, car avant, il y a 7 ou 8 ans, il se vendait de l'alcool* ».

Au sein de ces territoires, les raisons de cette prohibition semblent en lien étroit avec la prédominance de la culture musulmane et un contrôle social de plus en plus pesant.

Pour cette personne rencontrée lors d'un terrain ethnographique : « *De l'alcool, il pourrait t'en servir, avant il le faisait, mais s'il le fait, il va avoir des réflexions voire plus* ».

Derrière ce « plus » se joue le poids du regard de l'autre, du repli sur soi de ces territoires, ce que certains qualifieraient de repli communautaire. L'alcool est un marqueur fort de clivage dans un rapport aux normes socialement admises dans d'autres lieux en dehors de ces territoires et de cette culture. En France, il est le premier produit expérimenté par la jeunesse, plus de 50% l'ont expérimenté dès l'âge de 11 ans<sup>16</sup>. C'est un marqueur social. Les arguments culturels et/ou culturels sont en permanence mis en avant dans les observations de terrain ou les discours des personnes interrogées.

---

<sup>16</sup> La santé des 11-13-15 ans en Midi-Pyrénées. Enquête HBSC – ORS Midi-Pyrénées. Octobre 2008, 11p.

Concernant l'alcool, la parole publique et collective laisse entendre que l'alcool ne concerne pas les habitants dans les territoires du Grand Mirail, du moins « les personnes convenables ». Pour cette habitante de la Reynerie, « *ici, l'alcool, c'est tabou. C'est le mal. Tu ne peux pas avoir une discussion... Tu ne peux pas arriver un matin et dire "désolée aujourd'hui j'ai la gueule de bois". Alors que c'est des choses qui seraient imaginables dans plein d'autres milieux* ».

Si la parole publique censure la consommation d'alcool au sein de ces territoires, dans les faits, le phénomène est plus complexe.

Pour cette animatrice auprès des jeunes : « *Il y a un tabou. En théorie, ils ne boivent pas. Ils disent qu'ils ne le font pas. C'est interdit* ».

Pour cet animateur : « *Certes, il n'y a pas beaucoup de vente sur le quartier mais ils savent très bien en acheter où ils veulent et se trouver des petits coins pour boire* ».

Pour ce jeune rencontré dans l'espace public, « *c'est un souci, ça peut être vu comme vraiment dégradant, le fait d'être saoul, mais bien sûr que ça existe* ».

Les consommations d'alcool des jeunes sont décrites comme « cachées », souvent le soir et plus majoritairement le week-end. Finalement, cette description est en correspondance avec les alcoolisations des adolescents et des jeunes adultes observées en dehors du quartier. Malgré les spécificités culturelles ou d'accès, les comportements et les socialisations des jeunes, majoritairement des garçons, s'inscrivent dans des temps de convivialité où les consommations d'alcool sont présentes et sont parfois massives. Comme ailleurs, les espaces temps dépendent du poids du contrôle social. Pour cet éducateur, « *il y a une différence entre le jour et la nuit. C'est simple, faut passer le matin, le lundi matin, et voir les bouteilles par terre. Finalement, malgré la culture ce n'est pas très différent mais la journée y a rien. C'est ça qui est surprenant* ».

Dans cette association, cette intervenante remarque que les filles sont aussi concernées : « *je trouve que les filles, en tout cas nous dans le public, c'était l'alcool plus que la drogue qui posait problème* ». Si les problèmes d'alcoolisation des filles sont repérés par les données de terrain, les éléments permettant de décrire les modalités, les fonctions et les contextes de consommations sont flous. Absente de l'espace public, il est peu probable qu'elles partagent les lieux de convivialité des garçons. Certains observateurs indiquent que les filles ont plus de facilité pour « sortir » du quartier et fréquenter les lieux festifs de la ville. L'investigation n'a pas assez d'éléments pour caractériser les comportements des jeunes filles du quartier concernant leurs usages d'alcool.

Si de nombreuses stratégies de contournement du tabou sont à l'œuvre chez les jeunes, il en est de même des publics adultes. Pour cet habitant de Bagatelle, impliqué au niveau associatif :

*« Ici, les gens ne peuvent pas boire. Ils sont obligés de sortir d'ici, du quartier pour ne pas être vus de ses voisins, pointés du doigt de ses voisins. Que ça n'arrive pas à la maison que la femme, que les enfants soient au courant. Ils sont obligés de se cacher, d'aller boire ailleurs en dehors du quartier. C'est très facile pour le savoir, il faut circuler dans le quartier, aller voir le nombre de bouteilles qui traînent et le nombre de cannettes d'alcool qui traînent. Allez au café à la frontière du quartier, et vous verrez (...) vous voulez le voir, allez dans une station d'essence en dehors de ce quartier, vous allez voir ceux qui habitent ici qui vont aller se soûler là-dedans. Mais quand ils rentrent, ils sont zen. Ils prennent d'autres substances où qu'on ne va pas sentir l'odeur et ainsi de suite. Le seul jour de la semaine où ils ne boivent pas, c'est le vendredi. Mais*

*tous les autres jours de la semaine, ceux qui prennent l'alcool, en dehors de vendredi, ils boivent, mais en dehors du quartier ».*

Quel que soit le profil des personnes concernées, et le type de problème associé, à risque ou chronique, le tabou est fort. Pour cette intervenante au sein d'une association, *« je trouve que la fumette, c'est beaucoup plus dit que l'alcool. L'alcool, je trouve que ça a toujours été un peu tabou ou les gens il faut vraiment que je creuse pour qu'ils m'en parlent ».*

Si le trafic et la consommation de cannabis sont extrêmement visibles dans le quartier, alors que l'alcool est « invisible », ces apparences ne sont pas symptomatiques de la réalité de la consommation des gens qui habitent ces territoires.

Dans le cadre de la culture musulmane dominante, un certain nombre d'accommodations des normes sont adoptées par les personnes qui sont inscrites dans les usages d'alcool. Comme précédemment évoqué, le vendredi est un jour d'abstinence. Il en est de même pour la période du ramadan. Ces modèles d'adaptation culturelle qui ont sens dans la relation à la culture et au culte sont fréquemment rencontrés.

Notons aussi que beaucoup de personnes totalement abstinentes sont aussi rencontrées lors de l'investigation. N'oublions pas que tous les habitants de ces territoires adoptent les codes et normes de la culture musulmane, même s'ils ne sont pas de cette origine.

#### **DES PROBLÈMES AVEC L'ALCOOL ASSEZ CLASSIQUES**

Quelle que soit l'appartenance culturelle, les professionnels du secteur social et les médecins généralistes rencontrés durant l'enquête repèrent des personnes en grandes difficultés avec des troubles de l'alcoolisation chronique.

Ce professionnel de l'insertion professionnelle décrit :

*« La problématique que l'on a avec le salarié, c'est quelqu'un qui doit avoir 45 ans, oui à peu près 45 ans, je n'arrive pas à lui donner d'âge, il fait vieux. Il est fatigué, il est d'origine française ».*

Pour cette professionnelle intervenant dans le secteur social :

*« On est alerté sur des situations compliquées en termes de prise en charge, c'est-à-dire d'orientation vers le soin. Les personnes en grande précarité qui ont des addictions souvent à l'alcool, donc ça, ça va être plutôt lié à sa santé, qui vont être suivies dans ce cadre-là, (...) il y a des personnes, des usagers qu'on va recevoir le matin plutôt que l'après-midi, parce que, voilà, il y a des addictions... Oui, après il y a ceux qui ne se lèvent pas le matin, mais en tant qu'agressivité, c'est plus facile qu'ils viennent le matin, ils sont moins alcoolisés ».*

Pour cette intervenante d'une association du quartier :

*« Récemment, on a une mère, deux enfants, un mari et après elle n'a pas dit clairement, mais je pense que c'est ça, c'est qu'en gros une situation très compliquée parce qu'elle avait un boulot depuis 20 ans et du jour au lendemain elle se retrouve à plus avoir de travail, le chômage, aucune utilité en dehors d'être à la maison, elle décline et puis alcool derrière ».*

Autre exemple présenté par une équipe de travailleurs sociaux :

*« C'est un papa divorcé, 27-28 ans mais il bosse. Surendetté oui, surendetté grave, et surendetté lié à son addiction parce qu'on en avait parlé avec la référente. Oui, c'est quelqu'un qui travaille, mais après qui travaille, mais tout son fric passe dans l'alcool... ».*

S'ajoute à cela le constat des services de police en charge de l'analyse des alcoolémies routières qui constatent que le nombre des personnes ayant un taux d'alcoolémie positif provenant de ces quartiers est important.

Une situation de « non-dit » à l'origine de stratégies de dissimulation des comportements avec l'alcool pose de grandes difficultés dès que des situations à problème apparaissent à la fois dans le repérage des besoins et les manières de demander de l'aide.

## Cannabis, un marqueur identitaire puissant

Les données TREND indiquent que sur la ville de Toulouse le cannabis est le premier produit stupéfiant consommé au sein de la métropole, très loin devant les autres consommations<sup>17</sup>. Les publics sont multiples et la dimension du phénomène est importante. Objet de modification de conscience très accessible, il agit dans les socialisations adolescentes comme un outil de transgression s'inscrivant dans la prise de risque inhérente à cette catégorie d'âge, et ce depuis le début des années 2000, quels que soient les territoires. La hausse du phénomène de consommation sur la ville de Toulouse et plus généralement en France, est à mettre en lien avec le maintien de ces usages de cannabis, parfois à risques, mais parfois totalement inclus dans les modes de vie après l'adolescence.

Dernièrement, l'accroissement des teneurs moyennes du cannabis tant sous sa forme « herbe » que « résine » est le phénomène principal souligné par l'ensemble des observateurs du dispositif TREND. Notons que si les moyennes sont nettement à la hausse, les collectes SINTES indiquent une forte hétérogénéité des produits en circulation, allant d'une teneur nulle dans certains échantillons, à plus de 40% dans d'autres, selon les lieux et les réseaux d'achat.

Si on s'intéresse à ce phénomène au-delà de l'investigation sur le Grand Mirail, les études indiquent que les populations concernées sont extrêmement larges. Allant du collégien qui expérimente pour la première fois aux alentours de 15 ans, au toxicomane reçu dans les centres d'addictologie, en passant par des profils plus insérés, les usagers ont des caractéristiques sociodémographiques et culturelles extrêmement diverses et s'inscrivent dans des rapports à ce produit très hétérogènes.

### UNE BANALISATION QUI DESSINE DES NORMES D'USAGES SPÉCIFIQUES

Le Grand Mirail est le principal lieu d'organisation des trafics et de diffusion du cannabis sur la ville de Toulouse. Cette situation a un impact réel sur l'inscription et les trajectoires des consommateurs, et ceci corrélé avec les éléments de contextes précédemment cités dans ce rapport.

---

<sup>17</sup> Les études épidémiologiques laissent à penser que le rapport cocaïne/cannabis est de 1 pour 11.

Pour ce jeune, usager de cannabis, inscrit dans un réseau de trafic « artisanal » :

*« Le cannabis c'est dans les mœurs du quartier, c'est des choses dans lesquelles les gens se baignent dedans sans le vouloir, familières, qui comprend les quartiers. Les quartiers ont, je ne vais pas dire leur propre petit monde, leur propre... voilà système et autre, mais là où il va y avoir une autre forme de délinquance, en campagne par exemple, en campagne il va y avoir une forme de délinquance qui va être autre ».*

Ce point de vue n'est pas partagé par tous. Les professionnels de l'éducation indiquent la préoccupation de la grande majorité des familles de ce territoire qui agissent pour contrebalancer les modes de socialisation de pairs banalisant l'usage de cannabis.

Si globalement sur la ville de Toulouse, l'accessibilité est relativement simple, ce phénomène est d'autant plus facilité par la présence des trafics au sein de l'espace public. Cette habitante, mère d'enfants de moins de 10 ans est indignée par cela. *« Comment voulez-vous que j'explique à mes petits qu'il ne faut pas se droguer alors que tous les matins et tous les soirs on passe au milieu des trafics ? ».* Cette fracture au sein de la population déjà décrite en ce qui concerne le trafic se retrouve ici.

Cette intervenante de l'éducation spécialisée témoigne d'une situation qui illustre ce point :

*« Je vais vous parler d'une situation. Au bureau de tabac à Bagatelle, des jeunes adultes qui fumaient un pétard à l'intérieur d'un bureau de tabac et je me suis approchée, en disant "écoutez, c'est un lieu public, il y a des mamans, des enfants, des landaus, des papas, des papis" et personne ne dit rien. Ça a été trop débordant pour moi de ne rien dire. Il y a de la banalisation parce que maintenant tout le monde fume, tout le monde voit, personne ne dit rien. C'est l'hypocrisie, donc forcément qui ne dit rien consent. Je pense que ce n'est pas le lieu pour faire ce genre de choses. J'ai été bousculée, j'ai failli prendre une torgnole (...) et c'est parce que j'étais connue comme intervenante dans le quartier auprès de familles du quartier que cela ne s'est pas trop mal fini ».*

L'accessibilité, la banalisation de l'usage sont au centre de cristallisation de conflits sous-jacents entre des groupes d'habitants, parfois des voisins et plus généralement entre les générations.

Si lors des terrains ethnographiques les observations directes de consommations d'alcool sont rares, celles de consommation de cannabis au sein de l'espace public sont quasi-systématiques. À la sortie du métro, dans la rue, dans certains commerces, au café... la consommation de cannabis est visible et peu dissimulée. Soulignons que l'objet des terrains ethnographiques était justement axé sur ce point, donc il apparaît normal de relever ces comportements. Toutefois, comparées à ce même exercice réalisé dans le cadre des investigations TREND sur d'autres territoires, les observations dans les quartiers du Grand Mirail montrent une réelle spécificité sur ce point.

Réduire la consommation de cannabis aux « jeunes » qui circulent au sein de l'espace public serait une caricature. Comme ailleurs, le cannabis est consommé par de multiples profils d'usagers et est utilisé pour toutes les fonctions d'usage et dans tous les contextes de modification des états de conscience. Une forte disponibilité élimine le problème de l'approvisionnement toujours constant et masque les problèmes de dépendance. Les dommages sociaux ou somatiques ne sont pas repérés.

La représentation du cannabis est construite en opposition aux conduites d'alcoolisation. L'alcool génèrerait de la violence, voire dans les cas les plus graves de la « déchéance ».

Une méconnaissance des troubles liés au cannabis associés à des effets qui ne génèrent pas de problèmes perçus en tant que tels par ses usagers en amplifie l'aspect inoffensif. La notion de toxicomanie, au sens de l'apparition de problème est par ailleurs associée à la consommation d'autres drogues comme les « *poudres* », autrement dit de cocaïne et d'héroïne ou les médicaments psychotropes détournés utilisés par les « *cachetonnés* ».

Pour les personnes concernées, les consommations sont quotidiennes, parfois intensives, tant pour ceux qui consomment au sein de l'espace public et qui sont impliqués dans les trafics, que pour d'autres publics qui consomment dans un cadre plus privé. Des usages opportunistes peuvent être présents mais rarement décrits dans le cadre des observations.

Dans tous les cas, et comme par ailleurs, les usagers de cannabis peuvent s'inscrire dans un usage « raisonné » et contrôlé de ce produit. Toutefois, le statut de ce produit au sein du quartier, quasi-normé, son accessibilité peut être à l'origine de difficultés d'identification de problèmes. Discriminer les conduites addictives problématiques en lien avec l'usage de cannabis, des conduites récréatives non problématiques, demande une expertise en addictologie que peu d'intervenants du champs social ou associatif peuvent détenir.

#### UNE FORTE ACCESSIBILITÉ À L'ORIGINE DE SPÉCIFICITÉS

La forte accessibilité à ce produit a aussi un effet très important sur les trajectoires de fumeurs. On retiendra deux éléments sur ce point.

Le premier concerne l'initiation précoce de certains jeunes, le plus souvent en lien avec leur implication dans le trafic. Des jeunes garçons de 11 à 12 ans sont repérés par nombre d'observateurs (habitants, professionnels du quartier) souvent en rupture scolaire. Des expérimentations à ces âges peuvent être décrites, mais rarement dans le cadre d'initiation de carrière intensive.

Les contextes propres aux quartiers du Grand Mirail sont à l'origine de processus de socialisations de pairs très puissants. La consommation de cannabis, au sein de ces territoires comme ailleurs, est articulée étroitement à ces modes de construction d'identité adolescente. Des modes de régulations et de transmission s'opèrent dans ces espaces temps. Toutefois, cette entrée dans les consommations de très jeunes gens serait à mettre en lien avec la disparition des facteurs de protection interne à ces groupes sociaux. Pour ce professionnel de l'éducation spécialisée :

*« Avant, on pouvait voir dans la consommation de stupéfiants qu'un jeune qui venait taxer une feuille ou quoi que ce soit, il était chassé. Il y a le grand, y a le jeune qui a la feuille, on a l'impression qu'il y a un mélange des genres, un mélange générationnel, et ça, de mon point de vue, à cause du business ».*

Le poids du trafic semble impacter défavorablement les processus de régulation de pairs.

Deux trajectoires sont alors décrites pour ces très jeunes garçons. Une où ils prennent un rôle dans l'organisation du trafic et du fait de leur proximité avec le produit, initient des consommations, marqueurs de leur appartenance à cette sous-culture du quartier, une seconde trajectoire qui est déterminée par un début de consommation réalisée plus ou moins à crédit générant des

dettes et contraignant ces jeunes à s'impliquer dans le trafic. Là encore, fumer du cannabis est un marqueur d'appartenance au groupe de pairs.

Pour cet habitant du quartier :

*« Le deal, l'endoctrinement des tout-petits, ne pas avoir de comportements négatifs. Moi je me rappelle, dans ma génération, les grands nous protégeaient ».*

Cette figure de jeunes usagers concerne peu d'enfants. Pour cette intervenante dans l'éducation spécialisée :

*« Les petits commencent à nous parler d'une forme de consommation, commencent à poser des mots dessus mais de là à fumer, je n'en ai pas vu des petits qui fumaient dans le quartier ».*

Ils correspondent pourtant à une réalité décrite par les habitants, quelques commerçants, des personnes impliquées dans les trafics et les services d'application. Ici, la nécessité d'intervention porte autant sur la prévention de la consommation que sur l'entrée dans un réseau de trafic. Cette figure est préoccupante car les études montrent que la précocité de l'usage impacte de manière irréversible les trajectoires sociales et la santé de ces pré-adolescents à court, moyen et long terme. De plus, ces profils ont toutes les caractéristiques pour échapper aux dispositifs spécialisés du fait de la valorisation de socialisation par les pairs, de la rupture familiale et scolaire. Certaines associations peuvent les recevoir dans le cadre de la pratique sportive mais sont dans l'incapacité de créer du lien avec eux sur ces questions.

## **ABSENCES DE REPÉRAGES DES PROBLÈMES DE CONSOMMATION**

Pour cet animateur intervenant auprès des jeunes :

*« Il y a des personnes qui consomment plus ou moins, comment dire, ce qui est mortel, on va dire pour la drogue, il y en a qui vont consommer, ça va leur faire perdre pied et puis t'en as, des gars qui consomment énormément en plus, mais ça leur ne fait pas de mal. Certes, sur le plan santé, je veux dire le tabac ou le shit ou la chicha ou quoi, sur la santé, c'est indéniable, ça va défoncer les poumons et autres. Ça c'est indéniable. Mais je parle sur le fait psychologique de dire qu'à un moment, beaucoup de personnes, quand ils commencent à fumer du shit, ça leur fait perdre pied et c'est une substance qui leur permet de s'évader un petit peu mais pas pour tous, pour beaucoup, ça va leur permettre de s'évader, mais ça ne leur fait pas perdre pied. Ça dépend des gens en fait ».*

Cette dichotomie entre « consommer » du cannabis et « tomber dedans » est au centre des processus des discours rencontrés sur le terrain. Si cette différenciation structure l'ensemble des usages de psychotropes, dans ce quartier comme ailleurs, elle prend un autre relief au Grand Mirail.

Les socialisations des jeunes garçons par les pairs se jouent ici. Celui qui « gère » le cannabis a un statut social dans le groupe de pairs plus valorisé que celui à qui cela va générer des problèmes et qui va quitter le groupe. Si dans certains groupes sociaux, c'est tenir l'alcool qui est signe de valorisation, ici le cannabis peut prendre cette place. Cet élément n'est pas spécifique aux adolescents. Des jeunes adultes jusqu'aux quarantennaires, concernés par la consommation de cannabis, sont aussi « jugés » sur la capacité de gestion du cannabis.

Pour ce jeune usager de cannabis, « *le truc qui fait que tu vois que le mec ne gère plus, c'est quand il fume pendant le ramadan* ». Une analyse rationnelle envisagerait que la dépendance soit au cœur de ce type de comportement, socialement non admis. Les discours des habitants concernés par l'usage relevés lors des différents terrains indiquent que le cannabis « ne génère pas de dépendance ». Cette croyance est ancrée profondément dans les représentations des usagers et parfois de l'entourage.

Ce constat confirme que le cannabis est une consommation normée dans nombre de groupes sociaux vivant dans ces quartiers et particulièrement chez les hommes de moins de 40 ans. Ce phénomène existe aussi en dehors des quartiers, mais globalement, ces groupes sont alors minoritaires dans un ensemble de relations sociales plus hétérogènes. Réapparaît ici le contexte propre de ces quartiers et l'absence de mixité sociale. Certains groupes sociaux au sein du quartier déplorent cette situation autour du cannabis mais le poids de leur parole semble peu peser (femmes, professionnels du social et de l'éducation...).

Très peu d'éléments apparaissent dans le recueil de données sur les consommations des femmes. Il est difficile de dire si c'est un défaut de la collecte d'informations ou si les jeunes femmes ne sont pas concernées par ce type d'usage. Leur absence dans l'espace public est sûrement un élément à prendre en compte. Aucune femme habitante du quartier, rencontrée dans le cadre de l'étude, ne s'est présentée comme concernée par l'usage de cannabis.

L'usage du cannabis s'inscrit dans une norme qui structure le fonctionnement de groupes sociaux majoritaires au sein du Grand Mirail. Ceci produit une banalisation qui est à l'origine de non-dit sur les difficultés que les usagers rencontrent avec le cannabis. A l'inverse du tabou de l'alcool, la banalisation de la consommation de cannabis associée à l'image d'une drogue inoffensive, et la valorisation que cela peut générer dans certains groupes sociaux annihile tout repérage de problème potentiel. L'entourage va souvent voir apparaître des difficultés mais faut-il qu'il soit en capacité de poser ces difficultés. Au sein des groupes de pairs, ce phénomène est rarissime. Au sein des familles, cela peut générer des tensions très fortes.

Au final très peu de demandes apparaissent pour des dommages avec les usages de cannabis.

Pour ce professionnel de l'éducation :

*« En même temps c'est un problème parce que quand ils arrivent en troisième et en seconde, c'est panique à bord puisqu'ils sont virés et qu'en fait, il y a des problèmes de consommation. Les consommations étaient identifiées au collège et personne n'est intervenu ».*

S'ajoute à cela, un constat circonstancié qui peut mettre à mal l'intervention d'adultes auprès de jeunes inscrits dans des usages à risques avec ce produit. Pour cet intervenant auprès des associations sportives du Grand Mirail :

*« Moi, j'ai vraiment vu de tout... les éducateurs, ils pouvaient pas reprocher à un gamin de fumer du chichon parce qu'il le faisait lui-même... mais ce n'est pas partout, c'est pas dans tous les clubs ».*

## **L'ÉCHEC DE L'APPLICATION DE LA LOI**

Comme pour le trafic, les personnes non concernées par l'usage témoignent de l'impunité des usagers de cannabis au sein de l'espace public.

Pour ce jeune animateur, habitant dans le quartier :

*« Des jeunes qui consomment, moi j'en ai toujours vu dans certains endroits, où ça s'écarte, et même, moi je me rappelle de l'époque où on avait des jeunes qui jamais ne l'auraient fait devant nous. Ils le cachait, on savait, et ils savaient eux aussi que devant nous, ils l'auraient pas fait. Alors que depuis, je ne sais pas, 4, 5, 6 ans, les jeunes se lâchent beaucoup plus ».*

Ce sentiment de transformation du paysage et des comportements est partagé par une majorité de personnes rencontrées sur le terrain, même par certains usagers de cannabis. Cette évolution en lien avec la diminution des régulations, la hausse de la visibilité du trafic et la montée de la disponibilité est située aux alentours des 5 à 6 dernières années.

Dans ces territoires, qui du fait de la stigmatisation perçue, se recombinent les normes sociales dans des interfaces entre symboliques, politiques et économiques, l'usage de cannabis visible est un marqueur de différenciation et donc un marqueur identitaire. Il n'est pas question ici de regrouper les 31 000 habitants dans ce modèle. Toutefois, les constats de l'investigation peuvent laisser penser que la face visible de ces territoires peut s'inscrire dans ce modèle.

Dans un sentiment de stigmatisation, enfreindre la loi de l'usage de produit stupéfiant, qui n'est finalement jamais appliquée, est un marqueur identitaire dans une affiliation contre-culturelle.

Cette affirmation sociale et son absence de régulation par les services en charge de cela met à mal toute intervention de régulation sociale interne aux territoires.

## Cocaïne et autres drogues

Dans les années 80 et 90, les quartiers du Mirail, comme la majorité des quartiers populaires, étaient des lieux de trafic et de consommation d'héroïne. Cette période a profondément évolué au milieu des années 90 avec l'arrivée des traitements de substitution aux opiacés, l'explosion des consommations de cannabis, la montée de la polyconsommation et plus récemment l'arrivée importante de la cocaïne.

Aujourd'hui, et cette étude le montre assez précisément, les consommations de cannabis et d'alcool sont dominantes pour une large partie de la population.

Le Grand Mirail, et plus particulièrement celui de Bellefontaine, est repéré pour être un lieu de vente de cocaïne. À la différence du cannabis où le Mirail a un « monopole » de l'importation et de la vente, ces lieux de vente de cocaïne ont peu de poids dans le marché global de la cocaïne à Toulouse.

L'investigation décrit assez clairement deux modèles.

### UTILISATION DU QUARTIER COMME UN LIEU D'ACCÈS AUX DROGUES

Les travaux TREND indiquent depuis plusieurs années que le Grand Mirail est un lieu où les usagers de cocaïne peuvent accéder à ce produit.

Le rapport TREND s'appuyant sur des données de 2015 souligne :

*« Un nouveau lieu de vente au détail dans un quartier sensible de Toulouse plus réputé pour la vente de cannabis jusque-là, est à l'origine d'une accessibilité plus importante pour les populations précaires. Des ventes à 20 euros de « pochons » contenant*

*approximativement 0,2 ou 0,3 gramme permettent à des personnes pauvres d'accéder à un peu de cocaïne ».*

Ce mode de vente a été adopté par de nombreux usagers du centre-ville, dont une part fréquente les dispositifs d'addictologie du centre-ville. Ces personnes ont la caractéristique de ne pas habiter le quartier et pour une part d'utiliser la voie veineuse.

Le modèle proposé a révolutionné l'accès à la cocaïne pour les populations les plus pauvres. Ce point de vente permet à des publics en grande précarité d'accéder à de la cocaïne. À la différence de la période précédente où seuls les quartiers Nord de Toulouse étaient des lieux d'achat ouverts qui vendaient le ½ gramme à 50 euros (2 à 3 doses), à Bellefontaine, l'achat peut se faire à la dose.

Ce marketing a multiplié les allers-venues entre le centre-ville, lieu de « manche », avec ce point de vente. Un usager d'un CAARUD du centre-ville indique aux enquêteurs TREND en 2016 que *« ça m'arrive de faire 5 à 6 allers-retours dans la journée ».*

Le craving spécifique à la cocaïne à l'origine de la répétition des prises et la multiplication des injections, souvent au sein même du quartier. C'est en cela que l'observation de ce travailleur social n'est pas étonnante *« des riverains se plaignent de trouver de plus en plus de seringues ces derniers temps ».*

Notons que depuis 2015, d'autres points de vente se sont développés en concurrence de celui de Bellefontaine. Des convergences d'intérêts entre des groupes sociaux très différents sont à l'origine de ces évolutions. Des jeunes de ces territoires et des personnes aux caractéristiques sociales proches de l'errance et de la grande précarité urbaine se sont « associés » pour développer une offre de cocaïne mais aussi d'héroïne<sup>18</sup>.

Pour qu'un trafic soit rentable, il est nécessaire d'avoir accès à des semi-grossistes permettant d'accéder au produit mais aussi aux usagers acheteurs.

Ce développement de points de vente attirant des populations aux profils sociaux culturels divers génèrent des troubles de voisinage importants à l'origine de tensions, voire de violence. Des besoins de médiations, d'actions de réduction des risques et des dommages sont demandées par les habitants et les bailleurs sociaux.

#### **DES HABITANTS CONCERNÉS PAR CE TYPE D'USAGE QUI SE TIENNENT À L'ÉCART**

Les premières démarches ethnographiques se sont appuyées sur des usagers de drogues actifs participant depuis plusieurs années au dispositif TREND et habitant ces territoires. Une hypothèse empirique présupposait qu'étant concernées par les usages et habitant le quartier, ces personnes seraient des informateurs précieux dans la compréhension des conduites addictives au sein du Grand Mirail.

La réalité de ces territoires est venue rapidement contrecarrer cette stratégie. Pour cette personne sous traitement de substitution aux opiacés et usagère occasionnelle de cocaïne :

*« Ici, on se cache. Quand on est toxicomane ou ancien tox à la Reynerie ou à Bagatelle, faut pas trop que ça se sache ».*

---

<sup>18</sup> 2 citations convergentes sont relevées en fin d'année 2016 sur la vente d'héroïne dans ces territoires.

Pour ces personnes qui vivent au Mirail, l'accès aux drogues ne se fait pas au sein du quartier. Leur implication dans la vie sociale est relative. Pour cet usager :

*« J'ai une piaule au Mirail, mais je ne fais qu'y dormir, le reste du temps je suis en ville ».*

Pour cette intervenante en CAARUD, habitante du Grand Mirail :

*« Pour moi, il y a dans ces quartiers, plus à la Reynerie qu'à Bagatelle, un processus de stigmatisation des toxicomanes plus, plus, plus, plus, plus. Donc c'est pour cela que tu ne les vois pas en fait. Ils se planquent ».*

Les rencontres de terrain ont pu se faire avec des usagers de cannabis et plus difficilement avec des personnes acceptant d'évoquer les usages d'alcool. En ce qui concerne les autres drogues, cela n'a pas été possible, du moins directement par la méthodologie ethnographique « d'aller-vers ».

Pour cet habitant, concernant le trafic :

*« Aujourd'hui, autant le cannabis ou le shit, voilà ils ne s'en cachent pas mais la drogue, la blanche, ils en sont pas fiers et sont mêmes pour certains d'entre eux, ils sont, comment on appelle ça ? dénigrés, stigmatisés ou voilà, on dit qu'ils vendent la mort ».*

Dans les discours des habitants, apparaissent toutes les figures caricaturales concernant les drogues. L'héroïne rendrait dépendant au premier usage et la cocaïne serait du « crack ». Notons que le statut social de la cocaïne est ambigu. Pour la grande majorité, ce produit pourrait être à l'origine de problèmes, alors que pour d'autres elle serait comme relativement inoffensive. Objet de curiosité, consommer de la cocaïne serait franchir un vrai cap. Dans ces territoires, rien n'est réellement spécifique du point de vue des représentations.

Pour autant, deux catégories d'usagers apparaissent, ceux qui « maîtrisent » et ceux qui portent les signes des conséquences de la consommation. Ces deux modalités sont similaires à celles décrites pour le cannabis et indiquent qu'une action par les pairs (usagers de drogues) serait difficile à mettre en œuvre. Le statut du consommateur est conditionné par sa capacité à maîtriser son comportement avec les psychotropes. Dès que les conséquences d'usage impactent les comportements, l'usager devient un bouc émissaire et est mis en marge des groupes sociaux. Les questions autour de l'utilisation de la voie veineuse est illustratrice de ce phénomène. Comme ailleurs, la récupération de seringues au sein du quartier met en émoi habitants, professionnels des territoires et acteurs publics. La « seringue » est le marqueur de la toxicomanie inacceptable, et ce autant pour les personnes non concernées par l'usage de psychotropes que pour des usagers chroniques et intensifs de cannabis.

Ce mode de consommation des drogues catégorise les populations. Ceux qui l'utilisent sont ceux qui sont aliénés par les drogues alors que les autres seraient dans la maîtrise des psychotropes. Le cannabis est alors du bon côté autorisant son usage même à l'excès puisqu'il serait toujours possible d'en maîtriser ses effets. Ce type de représentation n'est pas spécifique à ces territoires même si le contexte global décrit précédemment renforce ces processus de pensées et ces modes de légitimation de certaines pratiques, en opposition à d'autres considérées comme inadmissibles.

## La chicha

La consommation de tabac n'était pas définie comme une priorité de l'investigation. Toutefois, rapidement, cette consommation par la chicha apparaît dans les rencontres avec les jeunes du Grand Mirail et les professionnels intervenant auprès d'eux.

La chicha est un mode de consommation traditionnel du tabac dans une partie de l'Asie et de l'Afrique. Ce terme désigne une pipe constituée d'un long tuyau communiquant avec un vase rempli d'eau que la fumée traverse avant d'arriver à la bouche du fumeur. Elle s'utilise en France avec du tabac (souvent parfumé) et peut être employée avec du cannabis.

Pour cette animatrice, « *la chicha par contre est beaucoup valorisée et de plus en plus jeune* ». Pour cet animateur, elle « *s'est démocratisée* ».

Pour cet autre animateur :

*« On est dans la génération chicha. Dans cette génération au jour d'aujourd'hui, si on peut parler d'addiction qui est forte, en ce moment, c'est la chicha. La chicha, elle est à tous les goûts, toutes les sauces, toutes les formes, les chichas portables, pas portables, ça fonctionne ».*

À Toulouse, les bars à chicha<sup>19</sup> mettent en avant des éléments traditionnels, issus de la culture arabe musulmane. Décoration, musique, alimentation, absence de vente d'alcool sont en référence avec les codes sociaux de la culture musulmane. Soulignons ici que beaucoup de ces lieux se situent en dehors des territoires et sont fréquentés par un public qui ne vient pas spécifiquement du Grand Mirail.

Pour cet habitant :

*« Pour la population magrébine et du quartier, on a aussi ce rejet des boîtes de nuit, et quant à un moment, on n'est pas trop acceptés sur les boîtes de nuit ou autre, on finit par se créer, se donner nos nids ».*

Les bars à chicha auraient cette fonction. Lieux de socialisation mixte, ils regroupent des jeunes du quartier mais aussi d'autres lieux de la ville.

Pour ce jeune qui fréquente ces lieux :

*« C'est mixte. Ils sont organisés, ça fait une sorte, comme on dirait, je dirai, je vais dire c'est les pubs de quartier, de jeunes magrébins ou africains. Ça me fait penser à ça. C'est une autre forme, c'est un autre style, ce n'est pas de l'alcool qui est consommé ».*

La dernière enquête European School Survey on Alcohol and Others Drugs (ESPAD) a notamment montré que récemment, l'expérimentation de la chicha avait progressé parmi les adolescents âgés de 16 ans passant de 30 % à plus de 50 % en quelques années, confirmant l'intérêt pour ce mode de consommation dans cette population<sup>2021</sup>. Dans l'enquête HBSC de 2014 concernant les

---

<sup>19</sup> Un bar à chicha est un bar où les clients peuvent fumer le narguilé. Il est un élément de la culture arabe

<sup>20</sup> Spilka et al., 2015, « Les drogues à 17 ans : analyse de l'enquête ESCAPAD 2014 », Tendances, OFDT, n° 100, 2015, 8 p.

<sup>21</sup> Dautzenberg et al., 2007, « E-cigarette: A new tobacco product for schoolchildren in Paris », Open Journal of Respiratory Diseases, Vol. 3, n° 1, 2013, pp. 21-24.

collégiens, 17,2 % des collégiens déclarent avoir déjà fumé avec un narguilé et les niveaux progressant de 5,3 % à 35,7 % entre la 6<sup>e</sup> et la 3<sup>e</sup>. Si cette tendance semble augmenter ces dernières années en France pour beaucoup de jeunes, le phénomène est surdéterminé dans ces quartiers. La chicha est un mode de consommation de tabac convivial, à l'origine de construction d'espaces de socialisation des jeunes, majoritairement en dehors du quartier. Au sein du quartier, des publics adultes voire âgés peuvent fréquenter ce type de lieu ou fumer la chicha dans des lieux non dédiés.

Pour cet habitant :

*« La location de chicha est un commerce. Dans le quartier, y a des apparts, en bas, y a même des personnes qui se sont montées, en louant la chicha. Ah ouais, y en a certains qui ont créé une entreprise de ça, parce que maintenant en fait, il y a différentes personnes, comme j'ai dit ici, il y a des gens qui ont toutes les idées du monde pour se monter en petite entreprise ou en microentreprise (...) Comme ça, tu peux avoir des chichas à toutes heures où tout un moment, t'es chez toi, bam tu veux que je t'amène une chicha, bam, location de chicha ».*

Que ce soit en dehors du quartier, au sein du quartier, l'utilisation de la chicha concerne tous les âges dans des contextes de convivialité et dans des fonctions de lien social.

La fréquentation des bars à chicha est la résultante à la fois de l'adaptation aux processus de stigmatisation des jeunes de ces territoires par le reste de la ville, la volonté de la grande majorité des jeunes de sortir des quartiers et le respect des cadres culturels auxquels ils appartiennent.

## Les écrans, une question à approfondir

Pour cet observateur, concernant les écrans :

*« Il y a une explication aussi. Avec les trafics, le cannabis, tu as des parents qui serrent la vis à fond pour que ces gamins ne sortent pas dans la rue, qu'ils ne soient pas dans la rue le soir et tout ça et donc qu'est-ce qu'ils font les gamins, ils sont sur leurs tablettes et sur les réseaux sociaux. Donc il y a un côté pervers, si tu veux ».*

Pour ce principal de collège :

*« Nous y voilà, c'est-à-dire qu'en fait comme les parents les surprotègent et qu'ils les veulent dans les appartements, c'est plus facile pour eux de savoir que le gamin il est dans la chambre devant un écran, téléphone, tablette portable, on s'en fout plutôt que de dire un moment donné si tu peux aller chez ton copain discuter un peu si tu veux, c'est plus facile à gérer et après ils se laissent déborder. Donc on a des gamins qui arrivent en retard le matin parce qu'ils se couchent tard, ils s'endorment très tard, ça a des impacts non négligeables sur la santé, vraiment. Nos élèves, alors ils ne viennent pas tous des bâtiments les plus proches, mais la grosse majorité c'est quand même ça, tous les matins je suis au portail, tous les matins on a entre 20 et 30 retardataires et vous pouvez appeler dans les familles, convoquer, dire c'est pas normal... alors il y a deux problématiques. Un, les parents ne sont pas debout quand les gamins se lèvent le matin, il faut déjà se lever pour aller travailler, pour les parents c'est pas souvent le cas*

*donc ça c'est quand même un problème, donc il y a personne qui contrôle l'heure de lever et de départ de l'appartement. Et le deuxième problème, c'est que l'heure du coucher est contrôlée, mais pas l'heure de l'endormissement et donc dans les attitudes, je pense, éducatives des parents, ils renforcent la consultation des écrans, ils renforcent parce que de fait ils préfèrent savoir que la gamine est dans la chambre devant Internet plutôt qu'au pied de l'immeuble avec deux copines ou sur le banc en train de discuter avec des copines. Il y a ça qui est quand même très, très prégnant ».*

Ces deux témoignages sont extrêmement intéressants mais ne permettent pas de conclure directement sur le statut pathogène de l'utilisation des écrans et des réseaux sociaux de manière spécifique au Grand Mirail. De nombreux professionnels ont souligné des interrogations sur ce point sans pour autant décrire les publics concernés, les types de problèmes rencontrés et les solutions à mettre en œuvre.

Une action d'envergure a été mise en œuvre sur une partie de ces territoires, sur ce thème, par le passé.

## 6/ La prévention, le soin et la réduction des risques et des dommages

### Un contexte qui doit être pris en compte dans les stratégies de prévention

Dans un quartier où la question des drogues a un poids important dans l'organisation sociale, il apparaît étonnant que cette animatrice de prévention constate que les « *demandes spontanées d'interventions par les partenaires sont très rares* ».

Les exemples de demandes d'intervention auprès des acteurs sociaux répertoriées durant l'enquête ne sont que des cas d'une haute gravité. Prenons cet exemple rapporté par une animatrice de prévention :

*« On a un enfant qui a eu des problèmes de règlement de compte, qui a craqué, qui a dit à l'AS que sa mère était vendeuse malgré elle, et j'ai été sollicitée pour aider. J'ai mobilisé la police ».*

Les bailleurs sociaux sollicitent régulièrement les opérateurs experts, dans la quasi-totalité des cas, l'association Arpade<sup>22</sup> car ils constatent des problèmes d'addiction importants chez certains de leurs locataires. Ils peuvent aussi alerter du fait d'incidents en lien avec le trafic au sein de l'immeuble dont ils ont la gestion, même si sur ce point, les réponses sont complexes à mettre en œuvre du côté des acteurs de l'addictologie. Ces incidents relèvent plus des services de l'application de la loi.

Le déploiement des services en direction des jeunes, éducation spécialisée ou accueil jeune, ne sont pas des espaces repérés par cette population pour évoquer la question des conduites addictives.

Au lycée Rive Gauche, des actions de prévention et de repérage des élèves en difficulté sont mises en place mais ne concernent que peu de jeunes du quartier du Grand Mirail.

Au sein du monde associatif, les actions de prévention collectives ne sont pas repérées par l'étude. Les associations sportives, que de nombreux jeunes concernés par les usages ou le trafic fréquentent, ne font pas appel aux services de prévention.

Pour cette animatrice de prévention :

*« Aujourd'hui, je ne bosse quasiment qu'avec les infirmières. La question de la prévention, elle est abordée vraiment différemment, on est du côté de la santé (...) Dans les collèges, moi je fais tout pour qu'on bosse main dans la main parce qu'il y a une question éducative systématiquement derrière. Sauf que les choses se sont vite dégradées, parce que là, je te parle d'un idéal qui n'existe plus. C'est-à-dire... (...) concrètement je te parle de deux-trois personnes, je te parle de projets qui étaient menés historiquement, mais maintenant je suis convaincue que ça vient des personnalités ».*

Le contexte spécifique du quartier a un impact sur l'implication des acteurs dans la mise en place d'actions de prévention. Actuellement, l'entrée par thématique est sûrement vouée à l'échec.

---

<sup>22</sup> Arpade déploie une action spécifique d'accès au soin depuis 15 ans au sein du Grand Mirail

Le contexte des quartiers impacte directement la parole publique et donc toutes les interventions en collectif sur ce thème. D'ailleurs, se trouve ici une partie de l'explication du faible recours des acteurs de terrain, éducatifs et associatifs, aux actions de prévention sur ce thème. L'équilibre est subtil pour les opérateurs experts car ils doivent atteindre un objectif d'information et de sensibilisation des publics sur un thème clivant au sein de ces territoires sans afficher ce but.

Si comme ailleurs, la prévention des conduites addictives doit être une priorité, celle concernant l'entrée dans le trafic ne doit pas être négligée. Au contraire, elle est considérée comme priorité par beaucoup d'acteurs de terrain. Sur ce point, des expériences innovantes doivent émerger afin de renforcer les compétences psychosociales de jeunes qui peuvent se trouver face à des sollicitations qu'ils ne rencontreraient pas ailleurs.

Pour cette animatrice :

*« Le gamin qui grandit là-dedans, il est face à ce choix-là. C'est la question du choix quand tu es jeune, choix qui n'est pas le même pour celui qui vient de Balma que celui qui vient du Mirail. Il n'y a pas une trajectoire qui n'interroge pas du comment tu vas à l'école, des stratégies d'évitement pour éviter certains trafiquants que les parents intègrent dès leur plus jeune âge, dès la maternelle, je le vois chez les gamins que j'accompagne, là où il faut passer, pas passer. C'est des survies quoi, une survie sociale ».*

Accompagner les parents dans leur rôle éducatif est aussi une action utile et nécessaire pour les aider à tenir ce rôle de premier acteur de prévention. L'objectif ici serait double. Il serait nécessaire de les aider à sortir du stigmatisme du « mauvais parent » et soutenir leurs compétences mais là encore à partir de leurs préoccupations, de leurs modes de parentalité, et ce autant du côté de la prévention de la consommation que de l'inscription dans le trafic.

Pour cet animateur de prévention :

*« Je suis plus inquiet sur le trafic. En fait, la consommation je vais dire, on sait le faire. Ça fait des années qu'on sait entendre la parole, on sait la travailler. En fait, si on fait le parallèle avec ce qu'on disait au début sur les amener ailleurs, à un moment, le fait que très petits, ils dégringolent très vite et ils s'enferment encore plus ».*

## Sortir du quartier pour accéder à une prise en charge

L'ensemble des services de l'addictologie toulousaine indiquent que la quasi-totalité des personnes accompagnées sur la question des conduites addictives dans leurs services ont été orientées par la justice. Aucune demande spontanée ou de tiers n'apparaît. Aucun centre n'a de services de consultations au sein de ces territoires. Arpade est repéré et utilisé comme un dispositif d'accès au soin.

Les usages de substances psychoactives sont à l'origine de dommages potentiels pour une part des usagers. Demander de l'aide pour des usagers est quelque chose qui ne va pas de soi. La maladie addictive à cette particularité : le déni est le premier obstacle à lever avant d'entamer une trajectoire de rétablissement. Selon les contextes, ce chemin, toujours chaotique, peut

prendre du temps ou se décider lors d'un problème aigu qui parfois n'a rien à voir avec la dépendance. Ici, les obstacles sont encore plus infranchissables. Dans ces territoires, le cannabis est une pratique normée, et l'alcool est complètement tabou.

S'ajoute à cela que les opérateurs de terrain ou les associatifs ne sont pas repérés comme des acteurs pouvant être des solutions à l'émergence de dommages.

Les acteurs intervenant sur le terrain sont eux-mêmes en difficulté avec cette question. Pour ce travailleur social :

*« C'est difficile parce que les personnes viennent nous voir pour des problèmes de paiement de loyer, pour des problèmes financiers, ils viennent nous voir pour des problèmes de logement, de colonies de vacances, de violences faites aux femmes, de signalement d'enfants en danger, pour des missions que l'on a. La toxicologie, la toxicomanie ne fait pas partie de ces missions, donc c'est un regard secondaire, c'est une conséquence, alors peut-être que les gens qui viennent ne s'aperçoivent pas du tout qu'ils sont toxicomanes »*

Ainsi, en sus des stratégies d'actions de prévention, le travail de repérage des publics à risques est capital.

Lors du terrain ethnographique, lors des rencontres des jeunes dans l'espace public, les questions de la santé ont eu du mal à être abordées. Le groupe nuit à la parole individuelle dans ce rapport de force entre ceux qui « maîtrisent » leur consommation et ceux qui ne le font pas. Pour franchir le cap, une transition est nécessaire entre le collectif et l'individuel.

Une expérience entre le club de prévention de la Reynerie et Arpade a démontré cela.

Pour cet éducateur :

*« Avec ARPADE sur le travail de rue en binôme. C'était tendu, c'était un sujet qui était, comment dire, c'était tellement tombé dans de la banalité que pour eux, on avait l'impression qu'ils n'avaient pas pris en compte le fait que tout le monde consomme. Tout le monde consomme, donc le fait de dire que ce n'est pas normal et que, j'exagère peut-être quand je dis ça, c'est pas normal mais qu'il y ait un processus d'addiction qui se met en place et dans lequel il faut ressortir, ça parle forcément à tout le monde, surtout quand on est sur l'espace public et en groupe. C'est pas que ça accrochait pas, c'est que c'était pas forcément évident de parler de la question de la, du stupéfiant, des drogues sur l'espace public. De par leur problématique individuelle. On a eu des situations où de manière individuelle dans le cadre des accompagnements, ça se passe, c'est un travail au quotidien même si on est, ça arrive, on commence à accrocher pour pouvoir amener vers, c'est pour ça que je travaille en partenariat avec ARPADE. Ils avaient cette faculté aussi, cette facilité de venir sur nos locaux. La première phase, c'est reconnaître que j'ai un problème, il faut que je sorte de cet espace de la rue, du quartier pour arriver dans un local et surtout pas entre guillemets montrer à un autre qu'à celui à qui j'ai confié ce que j'ai, que j'ai un problème. Donc, c'est tout ce passage, cette transition ».*

Les éléments de contexte et de typologie de consommation décrits précédemment sont donc à prendre en compte pour comprendre ce phénomène. Le tabou autour de l'usage d'alcool, la sous-estimation des dommages en lien avec la banalisation de la consommation de cannabis sont à l'origine d'une absence de demandes sur les substances psychoactives et leurs conséquences, même si des besoins sont identifiés par l'étude.

Pour ce travailleur social :

*« Concernant les drogues, les familles sont tellement démunies qu'elles sont dans le déni de ces problèmes ».*

Pour cette intervenante dans le champ de l'éducation spécialisée :

*« Moi, en dix ans de travail ici, j'ai deux ou trois jeunes qui sont venus me voir en me disant "j'ai envie d'arrêter". Mais ils ne viennent pas vous voir pour dire ça, ils vont venir nous voir en disant "j'ai envie de partir en vacances", "j'ai envie de gagner des sous", donc travaillons ensemble. Il a travaillé et a gagné des sous, bien évidemment que.... Voilà, on travaille pas forcément directement ».*

Cette absence de visibilité de ressources en addictologie, et ce malgré le travail de l'association Arpade, est à l'origine d'orientations vers le soin seulement au moment où les situations sociales sont très dégradées.

## Les associations, les professionnels de terrain et les experts en addictologie

Selon l'ensemble des observateurs, le tissu associatif du Grand Mirail est très développé. Des problèmes de mise en concurrence, de collaboration voire de clivage sont décrits. Les financements en baisse, associés à des changements d'orientation politique des différentes tutelles et un morcellement de l'action publique sont les éléments explicatifs de ce phénomène, toujours pour les personnes interrogées au cours du terrain d'enquête.

Concernant les conduites addictives, deux postures institutionnelles semblent apparaître. Soit les associations considèrent que le public accueilli n'est pas concerné, soit ces acteurs perçoivent des besoins mais sans pouvoir y répondre. Dans ce cas, il est possible que les professionnels soient en difficultés pour faire émerger des demandes et en difficulté pour orienter. Ces difficultés sont aussi clairement repérées dans les discours des travailleurs sociaux intervenant auprès de populations adultes. Un manque de compétences sur ce thème et une méconnaissance totale du réseau limitent fortement les possibilités des habitants à accéder à des services de prise en charge spécialisée. L'action d'ARPADE est la seule possibilité pour ces professionnels. Certains acteurs utilisent cette expertise mais souvent quand les situations des personnes sont déjà très problématiques.

Être un acteur associatif ou public, c'est aussi vivre au sein du quartier avec les populations, leurs demandes et un contexte qui pèse beaucoup sur leur parole vis-à-vis des conduites addictives. Pour les associatifs, la mise en place d'actions spécifiques pourrait fragiliser leur action auprès de leur public. Pour cet observateur :

*« Ils se mettent le feu par rapport au trafic, et on va leur dire de quoi tu te mêles, et ils se mettent le feu auprès des habitants qui vont leur dire : encore vous nous renvoyez à*

*notre stigmat qui nous est apporté par l'extérieur comme quoi on est des délinquants et des toxicomanes ».*

Ce contexte joue un rôle dans l'action individuelle et collective concernant l'intervention sur les conduites addictives. Demander une prise en charge pour des problèmes d'alcool est une chose difficile, elle l'est encore plus dans le contexte de ces territoires. De même, sur la question du cannabis, pour demander de l'aide, faut-il être en capacité d'identifier les problèmes qu'engendrent la consommation de ce produit.

Soulignons que tous les professionnels intervenant dans le quartier indiquent que lorsqu'un expert de l'addictologie, dans la très grande majorité des cas ARPADE, est venu les accompagner sur un projet, cela a permis d'améliorer leur action. Toutefois, ce type d'articulation a des difficultés à perdurer dans le temps.

Pour articuler les actions des associatifs et intervenants de première ligne avec les experts de l'addictologie, il apparaît nécessaire que ces derniers proposent une action claire et que leur action puisse s'inscrire dans la continuité.

Pour cela, le travail partenarial nécessaire est très important du fait d'un territoire vaste et d'un nombre d'opérateurs très important. Une des professionnelles d'Arpade intervenant sur le quartier témoigne :

*« Et un jour, je vais régulièrement aux petits déjeuners des partenaires pour savoir ce que c'est, sur la mairie. Et je vais à Reynerie et je vois à l'accueil les affiches des CJC, affichées à l'entrée. Je les vois. D'accord. Ok. Je vais au petit-déjeuner et j'ai pris l'affiche. J'ai juste demandé qui avait affiché ça et qui les utilisait et est-ce qu'ils savaient à quoi ça servait. Ce à quoi la responsable m'a dit "écoute, on a reçu ça dans une boîte aux lettres, on nous a dit qu'il fallait l'afficher, on l'affiche, mais pour être sincère avec toi, on n'en a aucune idée". Donc vous savez que c'est moi qui peut éventuellement le porter. Ils sont tous restés con : "mais c'est quoi ?" Donc, j'ai proposé il y a un mois une présentation de ce que fait ARPADE sur la question de la toxicomanie, du soin et en quoi la consultation peut être un appui pour eux ».*

## **Médiation sociale : travailler avec les dealers ?**

Une autre difficulté relevée sur le terrain est la cohabitation des habitants avec les zones de deal, au sein des immeubles, dans l'espace public, les habitants de ces lieux et des différents quartiers qui composent le Grand Mirail.

Ce processus est à l'origine d'une fracture sociale opposant des groupes de personnes inscrites dans le trafic et le reste de la population. Pour la grande majorité des habitants du quartier rencontrés, les dealers sont à l'origine du poids du stigmat qui pèse sur eux.

Des tensions extrêmement fortes entre les habitants et les trafiquants, la plupart du temps sourdes, sont perceptibles dans les rapports sociaux entre habitants. Réapparaît ici la dichotomie entre les familles qui « tiennent les gosses » et ceux qui les laissent partir dans le deal et la consommation de drogue.

Le trafic de drogues au sein de l'espace public structure les rapports sociaux au sein du quartier. Le démantèlement de ces réseaux n'est pas chose simple et est peu probable dans un calendrier à court terme.

Pour cet observateur :

*« Quand tu discutes avec ces jeunes, c'est compliqué de dire ça, j'ai eu quelques informations, mais ils te disent : "à chaque fois que j'ai essayé de sortir du quartier que ce soit pour aller au lycée, pour faire la fête ou pour chercher du travail, on m'a renvoyé à ce que j'étais du quartier". À juste titre ou non, mais en tout cas, c'est comme cela qu'ils le vivent. Ils sont pragmatiques. Ils se démerdent. Ils se mettent dans des situations positives. Comme ils considèrent que la question du cannabis, ce n'est pas un problème urgent, ils se donnent la possibilité de faire du commerce avec (...) Comment tu veux faire un truc sur le décrochage dans ce quartier ? Tu as plus d'intérêt à décrocher qu'à ne pas décrocher, à court et à moyen terme, pas qu'à court terme. Tu as plus d'intérêt à ne pas aller à l'école qu'à aller à l'école. Parce que socialement, un garçon de douze ans, si tu veux faire le chouf, putain, c'est cool ».*

Les personnes impliquées dans les trafics sont des acteurs sociaux à part entière. Pour une part de la jeunesse, souvent en rupture, ils proposent une trajectoire de vie favorable dans un contexte où réussir hors du quartier apparaît comme un obstacle infranchissable. D'ailleurs, quelques figures connues de tous dans le quartier font modèles. On recense le cas d'un établissement de restauration qui a pignon sur rue dans le quartier, identifié comme modèle de réussite et qui a été financé à l'origine par les bénéficiaires en lien avec un trafic artisanal. Cet exemple montre que les trajectoires de délinquance ne sont pas irréversibles et que les capacités des jeunes inscrits dans le trafic sont réelles.

Malgré la loi de 1970, travailler ou du moins aller à leur rencontre avec ces acteurs sociaux devrait être envisagé, ce qui permettrait sûrement de mieux comprendre leur rôle dans le quartier et éviter de les inscrire de manière définitive dans un parcours de délinquance.

Pour les personnes rencontrées sur le terrain, la médiation sociale est une des clés de résolution des difficultés de cohésion sociale au sein de ces territoires. Pour cette animatrice :

*« C'est le retrait de la police de proximité, ça a été terrible, terrible, le fait que la police de proximité ne soit plus sur ce territoire-là, c'est une catastrophe, parce qu'à la place de la police de proximité on a les rabatteurs de l'islam qui viennent à la sortie du terrain pour chopper les gamins ».*

Aujourd'hui, l'action sociale est mise à mal par les trafics de drogues, certes, mais aussi par la montée d'une ligne dure de la pratique de l'islam prônant une approche culturelle rigoriste. Cette étude ne peut pas en dire plus sur ce point et des investigations spécifiques sont absolument nécessaires pour comprendre une réalité sociale extrêmement complexe que le terrain a effleuré tout au long de son déroulement.

Quoi qu'il en soit, le renforcement des actions de médiation sociale intégrant tous les acteurs des quartiers et même ceux qui sont suspectés d'être à l'origine de troubles semblent indispensables.

## 7/ Conclusion et axes de propositions

Le quartier du Grand Mirail est un territoire complexe. À première vue, deux forces en présence régissent le quartier : le trafic de drogue et le radicalisme islamique. Cette vue est une caricature.

Les habitants, les acteurs associatifs et publics sont les victimes de cette représentation globale de leur quartier engendrant un repli sur soi et des constructions identitaires communautaires.

Le Grand Mirail et ses multiples composantes est aujourd'hui une zone indépendante du reste de la ville. Ce vase clos produit et renforce des processus de repli, non pas de radicalisation massive comme certains observateurs le laissent entendre mais de mise à distance de l'action publique du fait d'une perte de confiance envers les institutions.

Le poids du stigmate d'un quartier perçu « à la dérive » pèse sur les habitants. Certes, les niveaux de précarité sont forts. Le trafic de cannabis est une composante essentielle dans l'organisation sociale et le dérèglement des normes. Des processus de transformation de la culture musulmane, majoritaire au sein de ces quartiers, sont à l'œuvre sous l'influence d'une vision culturelle rigoriste.

L'analyse des conduites addictives dans le Grand Mirail indique qu'au-delà de la réalité de l'augmentation des consommations propre à la société française, plusieurs grandes spécificités sont à intégrer pour agir en direction des publics de ces territoires.

Le contexte spécifique produit des attitudes face aux psychotropes spécifiques pour une part de la population. Le trafic, le poids de la culture musulmane, la précarité impactent directement les carrières d'usage de tel ou tel produit, mais aussi l'identification des situations à problèmes et le recours à de l'aide.

Toutefois, si des spécificités sont clairement établies, la grande majorité des usages de produits psychoactifs semblent être similaires à la réalité des consommations en dehors du quartier.

Les travaux sur les inégalités sociales de santé indiquent que les quartiers populaires sont plus fortement touchés par les problématiques de santé. Il en est de même en ce qui concerne les conduites addictives.

La quantification n'est pas l'objet de cette étude. Pour autant, en s'intéressant à la description de grandes figures d'usage et de conséquences d'usage, les éléments de terrain laissent à penser que toutes celles connues par ailleurs sont existantes sur le quartier.

Il est question ici de troubles de l'alcoolisation au sein de l'espace public pour des jeunes mais aussi des alcoolisations importantes au volant, chez toutes les tranches d'âges de la population masculine ainsi que des alcoolisations chroniques à l'origine de dépendances fortes. L'étude indique que malgré les discours de surface concernant l'interdiction de la consommation d'alcool au sein d'une culture musulmane dominante, de nombreuses stratégies individuelles ou de groupes sont à l'œuvre pour éviter le contrôle social.

Concernant le cannabis, l'accessibilité forte à ce produit a un effet très important sur les trajectoires de fumeurs. Si comme par ailleurs, les usagers de cannabis sont majoritairement dans un usage « raisonné » et contrôlé de ce produit, le statut de ce produit au sein du quartier, quasi normé peut être à l'origine de difficultés d'identification de problèmes. Les jeunes, ou très

jeunes, impliqués de près ou de loin dans le trafic, sont vulnérables à entrer dans ce type de consommation plus précocement que la moyenne.

Concernant les autres produits, deux modèles apparaissent. Le premier modèle est constitué de personnes n'habitant pas le quartier mais le fréquentant pour accéder à des produits vendus par certains réseaux de trafic. Ces points de vente sont peu nombreux par rapport à ceux qui concernent le cannabis, mais constituent une place forte de l'accès aux drogues pour les toulousains concernés. Le second modèle est constitué de personnes ayant un appartement dans le quartier du fait du coût modéré des loyers, polyconsommateurs mais qui pour ne pas être « stigmatisés », n'apparaissent pas auprès de ces voisins comme tels.

Enfin deux spécificités apparaissent dans l'investigation. Il est difficile d'affirmer que ce soit une particularité du Grand Mirail, mais l'utilisation de la chicha et les usages problématiques de l'utilisation des « écrans » apparaissent dans les données de terrain.

Des actions de prévention des usages et de l'entrée dans le trafic, d'accompagnement des parents et de médiation sont à renforcer, voire à construire.

Un travail spécifique de soutien auprès des opérateurs de terrain sur le repérage et l'orientation des personnes en difficulté avec les conduites addictives apparaît comme un axe important.

L'action au sein du Grand Mirail peut prendre des formes multiples même si ces formes doivent prendre en compte un contexte global spécifique. Le travail en réseau des opérateurs de terrain de première ligne, de l'addictologie, de l'application de la loi et des financeurs publics apparaît comme une option incontournable.

Étant donné le contexte, les niveaux d'usage, l'ensemble de cette réflexion d'action doit s'inscrire dans un paradigme de réduction des risques et des dommages afin d'ouvrir un espace de parole avec les populations concernées.

Cette étude ethnographique met en exergue différents axes de travail pour la mise en œuvre d'un projet territorial sur ce thème au sein de ces territoires :

- Coordonner les actions entre les acteurs publics, qu'elles soient de l'ordre de la santé, de la médiation sociale ou du respect et de l'application de la loi.
- S'appuyer sur les habitants et les acteurs de terrain
  - Soutenir les actions menées par les habitants et les acteurs de terrain.
  - Développer et renforcer les compétences des acteurs du secteur social et sanitaire sur les conduites addictives (positionnement, repérage, orientation, accompagnement...).
  - Renforcer les actions des opérateurs actuels sur le soutien à l'action des professionnels sur les territoires.
  - S'appuyer et développer les actions « d'aller vers » les habitants en lien étroit avec les structures inscrites historiquement sur les territoires.

- Coordonner le pilotage et développer les actions de prévention et de réduction des risques et des dommages (Cf. guide méthodologique du GRVS<sup>23</sup>) dans une stratégie de promotion de la santé graduée :
  - Élaborer des actions de prévention collective orientées sur les trajectoires d'entrée dans les trafics.
  - Privilégier les actions de prévention en petit collectif ou individuelles et/ou genrées pour éviter une parole collective conditionnée par un contexte spécifique.
  - Intégrer la notion de réduction des risques et des dommages dans toutes les actions menées dans ces territoires.
- Élaborer des convergences d'actions entre opérateurs de terrain autour de situations complexes concernant la santé mais aussi l'inscription dans le trafic (Modèle du réseau Adolescent).
- Animer un réseau partenarial réunissant les opérateurs et associatifs sur le thème des addictions avec l'intervention d'experts de l'addictologie.
- Renforcer l'accompagnement des jeunes en réinsertion pour éviter la récurrence en valorisant leurs compétences.
- Soutenir et développer l'intervention d'acteurs de l'addictologie au sein des services et qui interviennent sur le territoire et particulièrement ceux impliqués dans « l'aller vers ».
- Soutenir et développer les actions de médiation.

La mise en place d'un groupe d'experts réunissant des acteurs de terrain, de l'addictologie, de l'action sociale et de l'application de la loi apparaît nécessaire afin de déterminer les modalités d'actions et de déploiement de ces axes de travail.

---

<sup>23</sup> Reynaud-Maurupt C., Prévention des conduites addictives destinée aux jeunes, GRVS (Groupe de Recherche sur la Vulnérabilité Sociale), en partenariat avec la Ville de Valbonne Sophia Antipolis, mars 2015